



REPUBLIQUE DU BENIN



MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET



DE LA



RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MESRS)



UNIVERSITE D'ABOMEY – CALAVI (UAC)



FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION (FASEG)



MEMOIRE DE LICENCE PROFESSIONNELLE



Option : Economie



Spécialité : Economie Appliquée



DETERMINANTS DE LA DEMANDE DU RIZ AU
BENIN : CAS DU LITTORAL



Réalisé par :



DATO A. H. Fédherbe

&

DOSSOU David



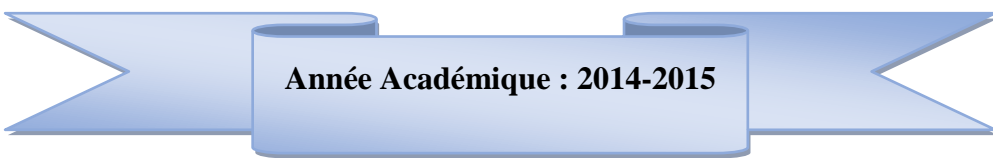
Sous la direction du :



Dr. Aimée SOGLO



Enseignante à la FASEG/UAC



Année Académique : 2014-2015



AVERTISSEMENT

La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université d'Abomey-Calavi (FASEQ/UAC) n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DEDICACE 1

Je dédie ce travail à :

- mon père Félix AGBEGNIDO DATO ;
- ma mère Mathilde KPATOUKPA ;
- mes frères et sœurs en particulier à Archimède H. DATO

Fédherbe H. A. DATO

DEDICACE 2

Je dédie ce travail à :

- mon père Désiré N. DOSSOU ;
- ma mère Marie GUIASSOU ;
- mes frères et sœurs, en particulier à René DOSSOU

David DOSSOU

REMERCIEMENTS

Comme toute œuvre humaine, un mémoire ne s'écrit pas seul ; son auteur est aidé par diverses personnes. Ainsi nous avons bénéficié du concours de nombreuses personnes bienveillantes qui nous ont permis de palier certaines difficultés dans la réalisation de ce mémoire. Ainsi, nous adressons nos profondes gratitudee :

- au Docteur Aimée SOGLO, Maître de ce mémoire, pour avoir accepté de suivre et de coordonner ce travail. Son appui très cordial, ses conseils et ses critiques objectifs ont été très bénéfiques dans la conception, la réalisation et la présentation de ce travail ;
- au Professeur Charlemagne B. IGUE, Doyen de la FASEG et au Professeur Magloire LANHA, Ex-Doyen de la FASEG pour leur sacrifice consenti et leur détermination dans la formation et recherche en Sciences Economiques et de Gestion ;
- au Président du jury et aux membres du jury pour leurs suggestions qu'ils apporteront à ce travail ;
- à tous les Professeurs et Enseignants de la FASEG ;
- à Monsieur Prosper M. DANDJEKPO pour son soutien moral, technique et matériel ;
- aux sieurs Ernest DOSSOU, Félicien DOSSOU et Anaclet D. DOSSOU pour leurs soutiens financiers de tous les jours ;
- à Monsieur Marc C. KPATOUKPA pour tout son appui financier et soutien moral ;
- à Madame Ajowa H. ESSOU pour son soutien moral et financier de tous les temps ;
- à tous les amis, en particulier à Hope A. AKOHOUVI, Léandre CODJOVI, Raymond AHOUAGA, Gérard GBESSI.

Nous ne saurons finir sans réitérer nos remerciements à tous ceux qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la réalisation de cette œuvre.

Fédherbe H. A. DATO & David DOSSOU

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

CCR-B	: Comité de Concertation des Riziculteurs au Bénin
DGAE	: Direction Générales des Affaires Economiques
DSCR	: Document de Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
FAO	: Food and Agricultural Organisation
FASEG	: Faculté des sciences Economique et de Gestion
FCFA	: Franc de la Communauté Financière d’Afrique
FSA	: Faculté des Sciences Agronomiques
Kg	: Kilogramme
MAEP	: Ministère de l’Agriculture de l’Elevage et de la Pêche
MEF	: Ministère de l’Economie et des Finances
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
PNB	: Produit National Brut
SNDR	: Stratégie National de Développement de la Riziculture
UAC	: Université d’Abomey-Calavi

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau 1 : Répartition des ménages selon la demande du riz	37
Tableau 2 : Résultat de l'estimation.....	42
Graphique 1 : Répartition des préférences des ménages suivant le goût du riz et la demande du riz.....	38
Graphique 2 : Répartition des préférences des ménages suivant la forme des grains du riz et la demande du riz.....	39
Graphique 3 : Répartition des ménages suivant le revenu et la demande du riz.....	40
Graphique 4 : Répartition des préférences des ménages suivant la couleur blanche du riz et la demande du riz.....	42

Résumé

La présente étude porte sur les déterminants la demande du riz au Bénin : cas du Littoral. Elle se propose d'une part de déterminer le facteur socio-économique qui explique le plus le choix du type de riz consommé et d'autre part d'apprécier la qualité organoleptique qui oriente le plus le choix du consommateur. La source des données utilisées pour cette étude est une enquête réalisée auprès des ménages de Vossa, Sainte-Rita et Cadjehoun au Littoral. Les résultats montrent que le revenu du ménage et la blancheur du riz constituent les principaux facteurs qui orientent les consommateurs à choisir le riz importé à côté du riz local. La mesure de la demande du riz au Bénin par rapport à la blancheur du riz et le revenu du ménage montre que les ménages demandent plus le riz importé que lorsque leur revenu devient élevé et que lorsque le type de riz est de couleur blanche.

Mots clés : Demande de riz ; Blancheur du riz ; Ménage ; Revenu

Abstract

The present study focuses on the determining the demand of rice in Benin: Case of Littoral. Firstly the study proposes to determine the socio-economic factor which explains the more the choice of the type of rice consumed and on the other hand to assess the organoleptic quality which directs the more consumer choice. The source of the data used for this study is a survey of households of Vossa, Sainte-Rita and Cadjéhoun to Littoral. The results show that the income of the household and the whiteness of the rice are the main factors which guide consumers choose the imported rice next to the local rice. The measurement of demand for rice in Benin by report to the whiteness of the rice and the income of the household shows that households require more imported rice that when their income becomes high and that when the type of rice is white in color.

Key words: demand for rice; whiteness of the rice; Household; Income

INTRODUCTION

L'humanité peut se passer d'acier, du charbon ou d'électricité pour survivre, mais pas de la nourriture. C'est donc à juste titre que le Document de Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (DSCR, 2009) a consacré l'ODD n°1 à la question de la sécurité alimentaire : « Eliminer l'extrême pauvreté et la faim ».

En effet, la sécurité alimentaire est définie comme la capacité qu'a un pays à fournir à ses populations de la nourriture, aussi bien en quantité qu'en qualité. C'est dire donc toute l'importance de l'agriculture dans le développement économique de toute nation. Dans son rapport sur le développement économique dans le monde la Banque Mondiale préconisait aux pays africains d'investir davantage dans l'agriculture et de placer ce secteur au centre des efforts de développement en vue d'atteindre l'objectif majeur consistant à réduire de moitié la pauvreté à l'horizon 2015 (MEF, 2011).

Le Bénin, contrairement à bon nombre de pays, s'est très vite lancé dans cette logique et a fait l'option depuis 2006 de relancer son secteur agricole. Ainsi, de nombreuses actions ont été enregistrées dans le secteur agricole tant dans la production que dans la commercialisation des produits.

Mais malgré tous ces efforts, de nombreux problèmes persistent encore et compromettent sérieusement la sécurité alimentaire des ménages dans le pays. Au nombre de ceux-ci, nous pouvons citer l'influence des produits alimentaires importés sur les produits locaux.

Cependant, compte tenu de la multiplicité des produits alimentaires, nous ne sommes pas en mesure de les prendre tous en compte dans le cadre de cette étude. C'est fort de cela que nous avons choisi de travailler sur les céréales, plus précisément sur le riz, car depuis quelques années, le riz fait partie des céréales les plus consommées au Bénin. Autrefois considérée comme un aliment de luxe essentiellement consommé les jours de fête, cette céréale occupe une place de plus en plus importante dans l'alimentation des populations (CCR-B, 2014). L'évolution de la consommation du riz est obligatoire ou de la demande en riz au Bénin :

Dès lors il urge de mieux comprendre ce qui explique le délaissement du riz local en faveur du riz importé malgré la rareté des devises dans le pays. C'est dans cette perspective que nous avons choisi de travailler sur le thème : «Déterminants de la demande du riz au

Déterminants de la demande du riz au Bénin : cas du Littoral

Bénin : cas du Littoral. » L'étude s'inscrit dans le cadre de notre mémoire de fin de formation à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université d'Abomey-Calavi.

Le travail est organisé en trois chapitres. Le premier chapitre donne un aperçu du cadre institutionnel et théorique de l'étude ; le deuxième parle du cadre méthodologique de l'étude. Le troisième chapitre est consacré à l'identification des déterminants de la demande du riz au Bénin dans le département du Littoral.

CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL ET THEORIQUE DE L'ETUDE.

Ce premier chapitre a pour objectif de faire connaître la structure d'accueil qui est ici la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE). A cet effet, Il est subdivisé en deux sections. La première est consacrée à la présentation du lieu de stage et la deuxième est consacrée au déroulement du stage.

Section 1: Cadre institutionnel de l'étude

Paragraphe 1 : Présentation de la DGAE

Nous allons aborder dans cette section premièrement l'historique de la DGAE ; deuxièmement la mission de la DGAE et enfin l'organisation de la DGAE

A- Historique de la DGAE.

La Direction Générale des Affaires Economiques est l'une des plus importantes directions du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF).

Conformément aux dispositions de l'article 56 du Décret n°2005-110 du mars 2005 portant attributions ; organisation et fonctionnement du Ministère des Finances et de l'économie ; la Direction Générale de l'Economie (DGE), l'actuelle Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) cohabite dans le même immeuble que la Direction Générale des Impôts et des Douanes (DGID).

B- Missions de la DGAE

La DGAE est chargée, entre autre :

- de proposer des mesures de politiques économiques et financières à court, moyen et long termes au Gouvernement, évaluer leurs effets sur les principales variables macroéconomiques et monétaires et suivre leur mise en œuvre ;
- d'élaborer des informations prévisionnelles sur l'évolution économique et financière du Bénin ;

- d'assurer le contrôle de l'Etat sur les opérations d'assurance, sur la promotion du marché national d'assurance et veiller à la sauvegarde des intérêts des assurés et bénéficiaire de contrat d'assurances.
- de proposer et suivre l'exécution de la politique d'intégration économique régionale du Gouvernement et de veiller à la mise en œuvre des mécanismes de la surveillance multilatérale des politiques économiques dans le cadre de l'intégration régionale ;
- de préparer et conduire en collaboration avec les structures concernées les programmes de suivi, de restructuration ou de privatisation des entreprises semi-publiques ou publiques, de même que les programmes de promotion des investissements privés ;
- de suivre la gestion des entreprises publiques, semi-publiques ou entités assimilées.

C- Organisation générale et fonctionnement de la DGAE

Pour accomplir ses missions, la DGAE est organisée en Directions techniques et services.

1- Les Directions techniques.

Ce sont :

La Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC) : elle est chargée, entre autres :

- de proposer et de mettre en œuvre une stratégie économique nationale ;
- de faire le diagnostic régulier de l'économie et d'en déterminer les implications à court, moyen et long termes sur les agrégats macroéconomiques et monétaires ;
- de participer à l'élaboration, à l'analyse et à la prévision des agrégats macroéconomiques et monétaires ;
- d'établir des prévisions financières et les objectifs budgétaires compatibles avec les contraintes économiques.

La Direction des Assurances (DA) : elle est chargée, entre autres :

- de la conception, de la surveillance, de l'application et de la réglementation nationale en matière d'assurances ;

Déterminants de la demande du riz au Bénin : cas du Littoral

-de l'étude de la proposition au Gouvernement de toutes mesures susceptibles d'assurer et de parfaire la promotion du marché national des assurances ;

-du suivi du déroulement du règlement à l'amiable des litiges nés sur les marchés entre assureurs et/ou intermédiaires d'une part, qui lui sont soumis ;

-de la mise en œuvre de la tutelle du Ministre chargé des Finances sur le secteur des assurances en exerçant le contrôle de l'Etat sur les compagnies d'assurances, sur les intermédiaires et autres experts opérant sur le territoire national.

La Direction de l'Intégration Régionale (DIR) : elle est chargée entre autres :

-de la proposition et de l'exécution de la stratégie du Gouvernement en matière d'intégration régionale ;

-des fonctions d'antenne nationale de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union Economique Monétaire Ouest Afrique (UEMOA) et de tous les autres organisations d'intégration régionale d'une part, celles du courroie de transmission entre leurs organes exécutifs et les Administrations de la République du Bénin d'autre part ;

-de réflexion sur les voies et moyens pour accélérer le processus d'intégration économique ;

-de la définition et de la mise en œuvre des actions requises en vue de tirer les avantages liés à l'appartenance du Bénin aux organisations d'intégration économique régionale.

La Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat (DGCPE) : elle est chargée, entre autres :

-d'apprécier l'efficacité de la gestion des entreprises publiques et semi-publiques par rapport aux normes de gestion arrêtées à l'échelon national ou international ;

-de formuler toutes propositions ou recommandations de nature à améliorer la gestion administrative, financière et comptable des Sociétés d'Etat et Office ;

-de faire procéder par les Ministères et Autorités de tutelle aux s et corrections découlant des résultats de contrôle de gestion ;

-d'assurer une assistance aux entreprises publiques pour le compte de l'Etat et du Gouvernement.

La Direction de la Promotion Economique (DPE) : elle est chargée, entre autres :

- d'analyser l'évolution de l'environnement des entreprises sur le territoire national et y proposer des solutions relatives ;
- de procéder à l'étude des doléances formulées par les opérations économiques à l'endroit du Ministre de l'Economie et des Finances et de formuler des propositions à lui soumettre ;
- de contribuer à la diffusion des décisions et actions ayant des implications sur l'activité des entreprises ;
- d'appeler l'attention du Ministre de l'Economie et des Finances sur les faits susceptibles de perturber l'activité économique ou de ralentir l'investissement privé.

2- Les Services de la DGAE.

Ce sont :

Le Comité National de Politique Economique (CNPE).

Il est chargé, entre autres :

- de la gestion des bases de données statistiques consistant à collecter et à traiter des données nationales, à confectionner un tableau de bord macroéconomique et des indicateurs nationaux et à élaborer des rapports trimestriels sur l'évolution de la situation économique du pays.
- de suivre la politique économique en recensant les décisions récentes et en évaluant leur impact sur l'activité économique du pays ;
- de transmettre à la commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine et à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, les rapports et les données statistiques couvrant les domaines suivants : Finances publiques, Dette publique, Prix, Croissance, Monnaie et Crédit, Commerce extérieur et la balance des paiements, Revenus et Emplois.

La Cellule de Veille Economique et Financière (CVEF).

La Cellule de Veille Economique et Financière de la Direction Générale des Affaires Economiques a été créée par l'arrêté n°1052/MEF/DC/CTE du 14 juillet 2008. Elle est chargée, entre autres :

- d'analyser les politiques économiques, budgétaires et financières qui sont menées dans les pays de la sous-région ;
- d'examiner l'évolution de l'environnement national, régionale et international sur les plans économique et financier ;
- de mettre en exergue les menaces stratégiques pour le Bénin ;
- de procéder aux études spécifiques permettant de proposer des mesures ou des actions propres à endiguer ces menaces ;
- d'identifier les opportunités qu'offre l'environnement et de proposer des mesures ou actions permettant de les saisir.

Paragraphe 2 : Le déroulement du stage.

Notre stage s'est effectué dans l'une des directions de la DGAE, précisément dans la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC). Nous allons premièrement présenter la DPC et ensuite les travaux effectués.

A- Présentation des attributions de la DPC et travaux effectués

1- Attributions

La DPC comprend trois services notamment le service de la Programmation Economique et Financière (SPEF), le Service du Suivi Budgétaire et de l'Analyse Conjoncturelle (SSBAC) et le Service des Etudes et Statistique (SES). Outre ces services, la Direction dispose d'un Secrétariat Administratif et Bureau des Affaires Administratives et Financières.

a- Service de la Programmation Economique et Financière

Il est chargé des projections économiques à court termes. Il participe à l'élaboration du budget de l'Etat, à la préparation des Programme Economique et Financiers et aux travaux de la Commission chargée d'établir la balance des paiements. Pour ce faire, il assure les tâches suivantes :

- La projection périodique et l'analyse des principaux agrégats économiques, financières et monétaires ;
- La simulation des mesures proposées par la Loi de Finances ;
- L'élaboration, en collaboration avec les structures concernées, de la balance des paiements ;
- La réalisation des négociations des programme Economique et Financiers

b- Service du Suivi Budgétaire de l'Analyse Conjoncturelle.

Il est chargé d'une part, du suivi de l'activité économique aussi bien nationale qu'internationale et du suivi de l'exécution du budget d'autre part. A ce titre, il réalise les principales tâches suivantes :

- L'élaboration périodique du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) et du Tableau des Opérations de Trésorerie de l'Etat (TOTE), en collaboration avec les Administrations concernés, notamment la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), la Direction Générale du Budget (DGB) et la Cellule de Suivi des Programmes Economiques et Financiers (CSPEF) ;
- L'évaluation des meubles budgétaires en cours d'exécution ;
- L'élaboration périodique du Tableau de Bord Economique et Financier ;
- La réalisation de Notes de Conjoncture mettant en exergue les désajustements prévisibles à court terme ;
- La rédaction de notes d'information en matière économique et leurs impacts ;
- L'analyse de l'environnement économique sous régional et international.

c- Services des Etudes et Statistiques

Il est chargé de la Centralisation des statistiques économiques et financières, et de l'amélioration de la connaissance du fonctionnement de l'économie nationale. A ce titre, il s'occupe de :

- La réalisation d'études en vue d'apprécier l'impact des mesures financières sur l'économie ;
- La réalisation d'études sectorielles intéressées ;
- La réalisation de travaux de modélisation ;
- La collecte périodique de statistiques financières ;

- La gestion d'une banque de données économiques et financières ;
- La coordination de l'activité statistique au sein du Ministère de l'Economie et des Finances.

d- Secrétariat Administratif

Il est chargé de :

- L'enregistrement du courrier qu'il soumet à l'appréciation du Directeur ;
- La ventilation du courrier, conformément aux instructions du Directeur ;
- La réception et de l'envoi des messages ;
- L'expédition du courrier ;
- La réception et de l'information des visiteurs ;
- La présentation du courrier au visa ou à la signature du Directeur de la Prévision et de la Conjoncture et de toutes autres tâches à lui confiées par le Directeur.

e- Bureau des Affaires Administratives et Financières

Il est chargé, sous la supervision directe du Directeur de la Prévision et de la Conjoncture de :

- Centraliser les besoins matériels de tous les services ;
- Coordonner la gestion des moyens matériels de la Direction et de les répartir judicieusement entre les différents services ;
- Assurer la gestion des stocks de matériels et de fournitures.

2- Travaux effectués

Après la prise de contact des différentes directions et services et du personnel de la DGAE, nous avons commencé les recherches documentaires sous l'ordre et les orientations du chef service (CVEF) afin d'identifier d'éventuels problèmes liés soit au Ministère ou au structure sous tutelle. Après cela nous sommes lancés dans les activités relatives à la rédaction du mémoire tout en assistant parallèlement notre maître de stage dans ses fonctions en accomplissant toutes les tâches qui nous ont été confiés par les agents des autres directions et services de la DGAE. De plus, ce stage nous a permis de prendre connaissance de l'utilisation du logiciel EVIEWS .7, pour effectuer les différents tests économétriques.

B- Difficultés rencontrées et approches de solutions

1- Difficultés rencontrés

Dans la réalisation des travaux, nous avons rencontrés d'énormes problèmes que ce soit du niveau de la rédaction du mémoire ou des travaux réalisés avec le personnel.

Au nombre de ces difficultés, nous pouvons citer :

- l'insuffisance de bureaux pour occupation des stagiaires. La DGAE étant soumises à une forte demande de stages académique, les divers services et cellules vers lesquels sont orientés les stagiaires se voient dans l'obligation de mettre ensemble tous les stagiaires dans un même bureau. La conséquence directe est que nous ne disposons pas de plain temps pour le stage ; les tuteurs de stages débordés, n'arrivent pas à prendre connaissance de tous les groupes de stagiaires, ils n'arrivent non plus à prendre connaissance de tous les thèmes de recherche.
- la production tardive des données par les structures de base, ceci retarde quelque peu l'évolution de la rédaction du mémoire.
- inaccessibilité d'informations à temps. Certaines informations détenues par les structures ne sont pas du tout accessibles pour des raisons de confidentialités et d'indisponibilité
- la non disponibilité des ordinateurs pour des stagiaires ne disposants pas de cette machine et les fluctuations observées au niveau de la connexion.

2- Approche de solution

A ces difficultés nous proposons comme suggestions à la DGAE de :

- augmenter les matériels de bureau, en vue de permettre à chaque structure de faire face à son effectif de stagiaires, de pouvoir les différencier et les soumettre aux travaux spécifiques de la structure ;
- mettre en place un système d'information à tous les niveaux hiérarchiques juste pour permettre aux stagiaires d'avoir des informations à temps sur la disponibilité et l'accessibilité des données ;
- accroître la surveillance sur la participation effective des membres statutaires aux réunions de la CVEF à travers des comptes rendus réguliers ;

- assurer une plus grande plaidoirie aux activités de la CVEF par une grande et meilleure diffusion de ces productions et une meilleure sensibilisation du public :
- Penser à un meilleur encadrement de ses stagiaires en leur octroyant des petites primes les permettant de faciliter tant soit peu leur déplacement;
- mettre à la disposition des stagiaires n'ayant pas d'ordinateur et stabiliser mettre à la disposition des stagiaires n'ayant pas d'ordinateur et stabiliser la connexion internet afin de faciliter les recherches à tout moment et partout sur les lieux de stage.

Section 2 : Cadre théorique de l'étude

Dans cette partie, nous présenterons dans un premier temps la problématique, objectifs et hypothèses de l'étude et dans un second temps la revue de la littérature

Paragraphe 1 : Problématique, objectifs et hypothèses de l'étude

Ce paragraphe nous présente la problématique, les objectifs et hypothèses de l'étude

A- Problématique

Classé à la troisième place en termes de production de céréales après le maïs et le sorgho (Abel, 2009) et représente la deuxième céréale en termes de consommation après le maïs, le riz bénéficie de nos jours d'un grand intérêt politique dans le cadre du développement des filières (CCR- B, 2014).

Cependant, le rôle de l'agriculture dans le développement comporte un aspect important, auquel les responsables de la planification économique réservent habituellement une grande attention. Elle constitue la base de féculents aux populations (Banque Mondiale, 2008) à vocation agricole. Elle fournit la matière première au secteur secondaire. En général, l'agriculture est le socle de développement. Les agriculteurs des pays en développement doivent donc s'appesantir sur leur secteur agricole pour produire l'alimentation consommée par leur population. Lorsqu'on sait qu'aucun développement ne peut se construire dans la faim, on convient alors que les dirigeants des pays en développement réellement soucieux du bien-être de leurs concitoyens, doivent d'abord les aider à accroître la productivité de leurs cultures alimentaires. En effet, contrairement aux autres pays, ceux disposant d'un fort flux d'exportations fondé sur leurs ressources naturelles ont des devises requises pour importer

une large part de leur alimentation. Toutefois, la majorité des pays en développement ne peuvent prétendre compter sur leurs recettes en devises pour nourrir leurs populations.

En outre, la quantité moyenne de riz consommée par an par habitant est de l'ordre de 25 à 30 kg, soit une consommation totale annuelle variant entre 175 000 et 210 000 T, d'après les données du MAEP (2011). Mais, à côté de ceci, d'importantes contraintes limitent le développement de la filière rizicole dont entre autres des stress biotiques et abiotiques, l'enclavement des zones de production, l'absence de crédits adaptés, le manque de matériels et d'équipements de travail adaptés, et le manque d'intrants spécifiques de qualité (MAEP, 2011).

Face à ces difficultés la production des semences certifiées du riz a été décentralisée et ramenée à la base avec l'implication des producteurs (Sohinto & Aina, 2012). Les documents traités parlent de formation sur les techniques de production de semences certifiées de riz (Onibon & *al.*, 2012) et la rentabilité de la production de semences de riz (Sohinto & Aina, 2012). L'objectif est de mettre à la disposition des producteurs, les semences certifiées du riz, des variétés de riz à rendement très élevé et très appréciées par les riziculteurs (Soulé, 2013). De plus, la production de semences permet d'augmenter le rendement du riz de 1.924 kg/ha d'améliorer les revenus des ménages agricoles de 92.572 FCFA/ha (Sohinto & Aina, 2012). Ces études suggèrent la mise en place des innovations institutionnelles qui proposent des premiums sur le prix du riz, l'exigence sur la qualité de l'offre pour non seulement améliorer la qualité du riz local mais aussi le revenu des ménages agricoles. Du point de vue de la qualité du riz produit, les documents traités portent sur les formations organisées à ce sujet (Sohinto & Aina, 2012). Il faut davantage s'investir dans la diffusion des normes de qualité du riz au Bénin et des bonnes pratiques de production du riz étuvé. Cette expérience mérite de se faire connaître par les consommateurs béninois qui ne font pas souvent confiance à la production locale. Plusieurs documents traitent des techniques de production de riz paddy à travers des brochures vulgarisées, des rapports écrits et des présentations à des colloques (Onibon & *al.*, 2012). Dans ces publications l'accent est mis sur les différentes techniques culturales pour produire un riz de qualité, les différentes combinaisons de fumure, ainsi que les points critiques dont il faut tenir compte, par exemple, le choix des semences pour la consommation essentielle du riz local (CCR-B, 2014).

Mais malgré ces réformes, nous constatons encore aujourd'hui que le problème de compétitivité relative du riz local face au riz importé en termes de qualité de l'offre, des coûts

de production et post récolte, de même que des techniques post récoltes pour une meilleure qualité du riz local se pose.

Le comble est que malgré la production du riz local dans le pays, d'importants constats se remarquent par rapport à la consommation, à la commercialisation, et par rapport à la transformation. C'est ceci qui profite le riz importé à prendre une place importante dans les marchés régionaux, grâce à ses qualités physiques et organoleptiques. En outre, le manque d'infrastructures de transformation et de production du riz local explique aussi clairement la place qu'il laisse au profit du riz importé.

Ainsi, cette étude tentera de répondre à la question suivante.

- Quels sont les facteurs qui déterminent le choix du consommateur entre le riz importé et le riz local ?

Cette étude se propose de trouver de réponse à ces interrogations à travers une étude comparative des facteurs déterminant la demande du riz local et du riz importé dans le département du Littoral au Bénin.

B- Objectifs et hypothèses

a- Objectifs

L'objectif général de cette étude est de déterminer les facteurs qui ont une influence sur la préférence et la motivation des consommateurs pour le riz importé.

Plus spécifiquement, il s'agira :

- de déterminer le facteur socio-économique qui explique le choix de riz consommé.
- d'apprécier la qualité organoleptique qui oriente le plus le choix du consommateur.

b- Hypothèses

De ces objectifs découlent les hypothèses suivent qui servent de fils conducteurs à la recherche :

- le revenu du ménage influence positivement la préférence pour le riz importé.
- Le riz de couleur blanche influence positivement la demande par les consommateurs.

Paragraphe 2 : Revue de littérature

Ce paragraphe de façon résumé, aborde quelques travaux effectués par des auteurs dans notre domaine d'étude

A- CLASSIFICATION DES CONCEPTS.

Ici, nous allons définir les concepts clefs de notre étude.

1- L'AGRICULTURE

Selon le dictionnaire Français Livio Version 2.1.2, l'agriculture est l'ensemble des activités dont la fonction est de produire un revenu financier à partir de l'exploitation de la terre (cultures), des forêts (foresterie), des produits de la mer, lacs, et rivières (aquaculture, pêche), des animaux de ferme (élevage) et des animaux sauvages (chasse).

2-LA DEMANDE

La demande est la quantité d'un certain produit demandée par les consommateurs ou acheteurs pour un prix donné. La demande tend à augmenter quand le prix baisse, jusqu'au moment où cette augmentation de la demande se stabilise, vire, faire monter les prix.

3- LE RIZ LOCAL.

Ce vocable regroupe les variétés de riz traditionnel et les variétés de riz amélioré consommé dans le département du Littoral.

4- RIZ IMPORTE.

Il s'agit de variétés importées de riz que le pays importe à travers le port autonome de Cotonou pour combler le déficit de la production nationale à couvrir les besoins de la population sans cesse croissant.

B- LE RIZ AU BENIN.

1-LA PRODUCTION LOCALE DU RIZ.

Le Bénin occupe une position relativement marginale dans la production de riz en Afrique de l'Ouest. En effet, la production de riz au Bénin ne représentait que 3,15 % de la production totale de riz en Afrique de l'Ouest. Actuellement, la demande en consommation

de riz de la population dépasse de loin l'offre. Le Bénin est alors obligé d'importer chaque année d'importantes quantités de riz. Ces importations sont actuellement estimées à plus de 120 000 tonne de riz pour compenser le déficit. Les besoins en consommation augmentent de jour en jour alors que la capacité de production nationale ne parvient pas à y faire face. Les statistiques disponibles révèlent que la production totale serait d'environ 219 101 tonnes de paddy produit en 2012 sur une superficie d'environ 65 729 hectares. (CCR-B, 2014).

En dépit des performances observées aussi bien au niveau des emblavures que des rendements, la production locale est loin de couvrir les besoins de la population car la quantité moyenne de riz consommée par an par habitant est de l'ordre de 25 à 30 kg, soit une consommation totale annuelle variant entre 175 000 et 210 000 T. (SNDR, 2011). Ce déficit chronique du solde vivrier national en riz ouvre la porte aux importations.

2 -LES IMPORTATIONS COMMERCIALES DE RIZ AU BENIN.

En dépit de l'évolution remarquable observée dans la production de riz ces dernières années, le Bénin n'a pas encore atteint l'autosuffisance alimentaire en riz. La présence du riz local dans les grands centres de consommation est marginale et ne représente que 10 à 15% des importations de riz. Ainsi pour combler le déficit du solde vivrier, le Bénin a recours chaque année aux importations par le biais des entreprises importatrices dont cinq mobilisent la quasi-totalité des quantités importées. Il s'agit de SHERIKA, ABC, SONAM, DIFEZI et TUKIMEX qui agissent comme des oligopoles régionaux avec une forte influence sur les prix.

Les importations commerciales de riz au Bénin proviennent des pays asiatiques (Inde, Chine, Pakistan, Japon, Thaïlande, Vietnam, Hongkong, etc.), des pays européens (Espagne, France, Danemark, Italie, Royaume Unis, Belgique etc.), des Etats Unis d'Amérique et de certains pays africains (Côte d'Ivoire, Togo, Egypte, etc.). Les différents types de riz importés sont le riz non décortiqué (paddy), le riz décortiqué (cargo ou brun), le riz semi blanchi et le riz en brisures. Le Bénin importe globalement une cinquantaine de marques de riz qu'on peut répertorier en trois grandes catégories en tenant compte des critères de la douane à savoir :

La couleur, riz blanc ou riz jaune (riz étuvé) ;

Le parfum ;

Les taux de brisures (5%, 10%, 15%, 30 % etc.)

Selon les données de la douane, la première catégorie représenterait 80% des volumes de riz importé en 2000 et 2001 contre moins de 15 % pour le riz en brisures. Les enquêtes conduites en février 2003 ont permis de dénombrer sur le marché de Cotonou, porte d'entrée des importations, la présence de 55 différentes marques de riz pour un éventail de 12 qualités. Les trois-quarts des marques importées sont formés par du riz blanc. Parmi les marques de riz blanc importées, deux tiers sont non parfumées et quasi-uniquement non cassées.

C- PREFERENCES DES CONSOMMATEURS ET LEURS RAISONS.

La préférence dont il est question ici, concerne uniquement le riz local. Mais il est utile de rappeler comme le montre que les populations consomment relativement plus le riz importé que le riz local. En ce qui concerne le riz local, 64% des personnes interrogées ont déclaré avoir une grande préférence pour le riz étuvé. Les raisons de cette préférence sont multiples. (MAEP, 2011)

Il s'agit surtout de la saveur (31% des cas), de la disponibilité sur le marché et du prix relativement faible (environ 13% des cas). D'autres encore (environ 10% des cas) ont évoqué les qualités nutritives du riz étuvé par rapport au riz importé. Les autres raisons de préférence évoquées (entre 1 et 3% des cas) par les consommateurs sont : la disponibilité au village, le pouvoir de gonflement (ou d'absorption d'eau) et la facilité de cuisson.

Par contre, beaucoup de personnes n'apprécient pas le riz local. Les raisons évoquées par ces personnes sont essentiellement la présence de cailloux ou de déchets (42% des cas), la non-succulence du riz étuvé (environ 9% des cas), la cherté et la méconnaissance de ce type de riz (24% des cas). Parmi les autres raisons on retrouve la difficulté de préparation (3% des cas) et la préférence trop poussée pour le riz importé. Enfin, seuls 20% des enquêtés ont une préférence pour le riz non étuvé alors que 5% des enquêtés sont indifférents entre les deux types de riz (étuvé et non étuvé).

D-LA COMMERCIALISATION ET IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT

1-LA COMMERCIALISATION DU RIZ LOCAL.

Le riz local est commercialisé sous deux formes : le paddy brut et le riz cargo directement consommable. Cependant on peut distinguer deux grandes aires de commercialisation correspondant non seulement au niveau d'organisation des producteurs, mais aussi à leur capacité de pénétration des circuits de distribution. Dans les régions méridionales (Mono/Couffo, Ouémé/Plateau et Zou), les producteurs commercialisent le riz décortiqué localement aux collectrices au niveau des coopératives des périmètres d'aménagement. Par contre, dans le reste du pays, notamment dans les franges septentrionales le riz est commercialisé par les producteurs sous forme paddy, les transactions de riz décortiqué étant assurées par les détaillantes des marchés.

Dans la plupart des zones de production, les producteurs sont confrontés aux difficultés d'évacuation de leur produit. Le mauvais état des voies et l'enclavement des zones de production sont les principales causes de ce problème avec pour corollaire une augmentation des frais de transport auxquels les producteurs ne peuvent faire face faute de moyens financiers. Ils sont donc contraints de livrer le riz aux commerçants qui imposent ou décident du prix d'achat. Cependant, on note quelques tentatives de régulation du marché par une organisation des ventes groupées. A ce niveau, les expériences en cours dans les zones de production sont encore précoces pour permettre de tirer des conclusions quant à l'efficacité de ces stratégies.

2-LA COMMERCIALISATION DU RIZ IMPORTE.

Les femmes sont les principales actrices de la distribution. Les prix de vente sont fonction de plusieurs paramètres dont les plus importants sont la qualité, le taux de brisure, le conditionnement, le type de client et le mode d'achat ou de vente. Ainsi, on peut noter que sur les marchés béninois, le prix du riz glacé est supérieur à celui du riz ordinaire tandis que celui du riz emballé est supérieur à celui du riz en vrac.

Par ailleurs, le riz importé et commercialisé coûte plus cher que le riz local et tous les deux ont des prix supérieurs au prix de vente de dons du riz. Cependant, des études (Adegbola & Akoha, 2011) ont montré que le riz béninois est compétitif à partir d'un rendement minimal

à la ferme de 3.5 t/ha et qu'à partir de 4.5 t/ha, le pays dispose d'un avantage comparatif à l'importation. A cet effet, l'amélioration des rendements constitue un défi majeur à relever.

3-IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT

En un sens, l'agriculture ne constitue qu'un secteur d'activité parmi tant d'autres, mais c'est un secteur spécifique. Tout d'abord, dans un pays se trouvant dans la première phase de son développement, le secteur agricole emploie beaucoup plus de gens que toutes les autres branches d'activité. Ainsi, dans la majorité des pays en développement, il occupe au minimum de 60% à 70% de la population locale active (FAO, 2013). A l'inverse, dans les pays développés, l'agriculture emploie habituellement moins de 10% des actifs. En second lieu, les activités agricoles remontent à plusieurs milliers d'années, depuis l'abandon, par l'humanité, de la chasse et de la cueillette, dont elle tirait l'essentiel de sa subsistance. Ce long passé a valu à l'économie rurale le qualificatif fréquent de traditionnelle. La production d'énergie électrique ou la fabrication d'automobiles requièrent impérativement des moyens fondés sur la science et l'ingénierie modernes, mais on a souvent fait pousser les cultures à l'aide de techniques mises au point des siècles, voire de milliers d'années, avant l'avènement de la science moderne. De plus, les sociétés rurales qui font appel à des techniques traditionnelles acquièrent fréquemment des habitudes et des attitudes qui renforcent les anciennes méthodes et font obstacle au changement.

L'agriculture se distingue des autres secteurs par une troisième caractéristique : l'importance majeure du sol en tant que facteur de production. La terre sert aux secteurs, auxquels elle est indispensable, mais dans aucun de ceux-ci elle ne joue un rôle aussi central. L'existence de terres cultivables, que celles-ci soient relativement abondantes par rapport à la population, comme en Amérique ou rares, comme dans une grande partie de l'Asie, définit fondamentalement le type de techniques agricoles utilisables. L'influence du temps est étroitement liée au rôle central du sol. Aucun autre secteur ne subit autant que l'agriculture les exigences météorologiques. Le sol et les conditions climatiques changent avec l'endroit, si bien que les techniques appropriées ici ne sont souvent guère utiles là.

En agriculture, la diversité de la qualité des sols, des conditions climatiques et des réserves d'eau conduit à la production de récoltes différentes et à l'emploi de techniques distinctes pour chaque culture spécifique, à l'intérieur des pays. Enfin, l'agriculture est le seul

secteur à produire des aliments. Un pays doit soit assurer lui-même sa propre production alimentaire ou bien importer.

L'agriculture joue un rôle central dans le développement économique parce que la majorité des habitants des pays pauvres tirent leur subsistance du sol. Les dirigeants des pays pauvres doivent donc aider leurs concitoyens d'abord à accroître la productivité de leurs cultures alimentaires et commerciales et, ensuite, à élever les prix auxquels elles seront payées aux agriculteurs. Certes, l'augmentation de la production agricole ne bénéficie pas à toutes les zones rurales. En effet, la création de grandes exploitations agricoles mécanisées risque d'aggraver le sort de la majorité des paysans qui ne dispose pas de moyens suffisants pour s'approprier des machines modernes.

Le secteur agricole peut constituer une source majeure de capitaux pour une croissance économique moderne. Certains auteurs ont même laissé entendre que l'agriculture était la principale, voire la seule source de capitaux dans les premières phases du développement, mais leur thèse exagère sur le rôle de ce secteur. Les capitaux proviennent de l'épargne investie, et celle-ci des revenus. Il reste que même dans les pays démunis, la part du revenu agricole dans le produit national est habituellement inférieure à la moitié du Produit Intérieur Brut. Dès lors, les secteurs non agricoles génèrent plus de la moitié du PNB et apportent souvent une contribution importante à l'épargne et, par conséquent, à l'investissement.

Si l'on considère les devises étrangères comme un facteur de production distinct, l'agriculture a également un rôle important à jouer dans la constitution de ce facteur. Les pays en développement doivent habituellement leur avantage comparatif à leurs ressources naturelles et/ou à leurs produits agricoles. L'exportation d'articles manufacturés ou de services constitue rarement la source principale de devises étrangères pour un pays dans les premières étapes d'une croissance économique moderne. Dès lors, sauf dans un pays riche en ressources naturelles (pétrole, cuivre, or, diamant...), le secteur agricole joue un rôle essentiel dans la fourniture de devises étrangères qui permettent l'achat, à l'étranger, de biens d'équipement et des biens intermédiaires dont la production au niveau nationale est impossible.

Enfin, la population agricole d'un pays en développement offre au moins, dans certains cas, un marché important à la production des milieux ruraux. Cependant, une restriction s'impose, car dans plusieurs pays pauvres, les populations agricoles font très peu

Déterminants de la demande du riz au Bénin : cas du Littoral

d'achats à l'industrie moderne. Il en est ainsi, en particulier, dans les pays marqués par d'extrêmes inégalités dans la répartition des revenus, car l'essentiel des terres et des autres richesses du pays sont dans les mains d'une classe réduite de privilégiés urbains et ruraux. Cette situation pourra voir la population rurale se borner à payer des impôts et des loyers à des riches habitants des villes et à vivre de ce qui reste. L'habillement à bon marché provenant des usines urbaines risquera lui-même de dépasser les moyens d'une population rurale extrêmement démunie. Mais en cas de répartition moins inégale des revenus, le secteur rural pourrait générer une demande importante d'articles industriels.

CHAPITRE II : CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

Ce chapitre aborde essentiellement la méthodologie utilisée au cours de cette étude. Il présente dans un premier temps la démarche méthodologique et dans un second temps les données et la démarche d'analyse

Section 1 : Démarche méthodologique

Dans cette section, nous présenterons le modèle, les variables du modèle et sa forme mathématique

Paragraphe1 : Choix du modèle

Ici, nous expliquerons le choix du modèle dans sa forme théorique et structurelle

A-Forme théorique du modèle

Au regard de la revue de la littérature et des hypothèses fixées, on aura pour modèle de base le riz demandé Dr , celui utilisé par Kinkingninhou et *al.* (2009) qui se présente comme suit :

$Dr = f(\text{CASOE}, \text{ATTRIB})$, où:

Dr est le riz demandé par ménage au cours de l'année 2014-2015.

ATTRIB représente une série de variables explicatives relatives aux différents attributs du riz

CASOE représente les caractéristiques socio-économiques du ménage.

Ces variables explicatives peuvent être décomposées en un grand nombre de caractéristiques liées aux ménages. Dans la forme empirique de notre modèle, nous avons retenu celle qui est la plus fréquemment utilisée dans la littérature.

B-Forme structurelle du modèle

Compte tenu des hypothèses formulées, de la revue de la littérature et des caractéristiques spécifiques aux ménages, nous retenons la forme structurelle qui suit :

$Dr = f(\text{Bl} ; \text{Fg} \text{ Gt}; \text{Px} ; \text{Re}; \text{Sx}; \text{TI})$.

Dr : riz demandé dans le ménage au cours de l'année 2014-2015.

Bl : cet attribut est la blancheur du riz.

Fg : cet attribut est la forme des grains du riz.

Gt : il s'agit du goût du riz tel qu'apprécié par le consommateur.

Px : le prix moyen du riz acheté par unité de mesure en Kg.

Re : représente le revenu net du ménage au cours de l'année d'étude.

Sx : il est le sexe du chef de ménage.

Tl : représente la taille du ménage enquêté.

C-Choix et justification des variables du modèle

Nous justifierons ici, le choix de toutes les variables du modèle

1- Variable expliquée.

L'analyse sur les facteurs déterminants la demande du riz au Bénin a considéré comme variable réponse, la variable Dr dont les valeurs correspondent à deux éventualités : consommer du riz local ou consommer du riz importé.

A cette fin, les modalités ou catégories de la variable Dr nominale sont étiquetées à l'aide de valeurs numériques : 1 lorsque le ménage consomme du riz importé et 0 s'il consomme du riz local.

2-Variables explicatives

Plusieurs variables indépendantes sont mises en relation pour expliquer le fait de consommer le riz importé ou le riz local. Ci-après les variables explicatives retenues dans notre modèle.

- **Blancheur du riz**

Cette variable est une variable binaire. Elle prend la valeur 1 si le riz est de couleur blanche et 0 si non. Nous pensons que le riz de couleur blanche est plus attractif que les riz de toute autre couleur. Cette variable est supposée avoir une relation positive avec l'attitude des consommateurs à payer ce type de riz. Donc le signe attendu est positive.

- **Forme des grains**

La forme des grains du riz peut orienter le consommateur à choisir le riz importé à côté du riz local. Elle prend 1 si le consommateur l'apprécie de bonne forme et 0 si non. Nous estimons que cette variable a une relation positive avec la demande par le consommateur. Le signe attendu est positive.

- **Goût du riz**

Ici, il s'agit du goût du riz tel qu'apprécié par le consommateur. Cette variable prend la valeur 1 lorsque le consommateur l'apprécie de bon goût et de 0 si non. Le bon goût fait partie de la bonne qualité, un coefficient positif est espéré à cet effet.

- **Prix**

Il s'agit du prix du riz. D'après la théorie économique relative aux biens normaux, toute augmentation de la demande est une diminution du prix. On estime un signe positif pour le coefficient de cette variable.

- **Revenu**

Cette variable représente le revenu net du ménage au cours de l'année 2015. Il s'agit d'une variable continue mesurée en F CFA qui prend en compte toutes les sources de revenu du ménage. Lorsqu'on dispose d'un revenu assez important, l'on ne peut se priver d'un riz de qualité pour sa bonne santé. Le signe attendu est positif.

- **Sexe**

Il s'agit du sexe du chef de ménage. Cette variable prend la valeur 1 lorsque le chef de ménage est un homme et 0 s'il est une femme. Cette variable peut être colorée positivement ou négativement à la variable dépendante.

- **Taille du ménage**

Cette variable continue indique le nombre de personne vivant dans le ménage. Il est prouvé que plus la taille de ménage est élevée, moins sera le revenu du ménage et moins il sera apte à payer quantitativement et qualitativement. Nous espérons une relation négative à cet effet.

Paragraphe 2 : Spécification de la forme fonctionnelle du modèle

Le modèle utilisé dans sa globalité sera justifié et présenté dans ce paragraphe

A-Choix et justification de la forme mathématique du modèle

Pour analyser les déterminants de la demande du riz par les ménages au Bénin, nous avons eu recours à la modélisation économétrique. En effet l'analyse économétrique propose plusieurs méthodes qui permettent d'analyser les déterminants de la demande du riz. Les modèles les plus utilisés sont l'analyse discriminante, les modèles PROBIT, les modèles LOGIT, les modèle LES, les modèles AIDS et les modèles de probabilités linéaires. Les modèles de probabilités linéaires, bien que fréquemment utilisés en économétrie à cause de leur simplicité dans l'application (estimation par MCO) présentent néanmoins d'énormes défaillances théoriques. En effet, ils aboutissent à la construction de densité de probabilité prenant des valeurs de l'intervalle $[0, 1]$, ce qui est dénué de sens (Feder, 1985). Ainsi, plusieurs auteurs (Griffith & *al.*, 1993 ; Koua, 2007) déconseillent l'usage de ces modèles.

Les modèles qui sont généralement utilisés dans les études de préférence ou de choix, sont les modèles PROBIT, les modèles LOGIT, les modèles LES et les modèles AIDS. Ces modèles ont l'avantage qualificatif d'utiliser une série de caractéristiques de l'individu afin de prédire la probabilité de son choix. Il n'est pas toujours possible dans la pratique de conclure la supériorité d'un modèle sur un autre (Doucouré, 2005). La différence fonctionnelle entre par exemple LOGIT et PROBIT est que le modèle LOGIT suppose une distribution logistique tandis que le modèle PROBIT suppose une distribution normale (Koua, 2007). Dans le cas de notre étude, nous utiliserons le modèle LOGIT dichotomique. Le choix de ce modèle se justifie par :

- La variable expliquée (riz demandé) de notre étude est une variable dichotomique (riz local / riz importé) et de plus la plupart des variables indépendantes sont aussi des variables catégorielles.
- Le LOGIT n'établit pas une relation linéaire entre les variables dépendantes et indépendantes et n'affecte pas aussi l'homoscédasticité ; de plus son utilisation n'exige pas une distribution normal des variables (Jera & Ajayi, 2008)
- Le modèle LOGIT facilite l'interprétation des paramètres associés aux variables indépendantes.

Dans sa forme mathématique, il se présente comme suit :

B- Présentation du modèle

Afin d'expliquer la demande de riz par les ménages au Bénin, nous avons supposé que chacun d'eux est face à deux éventualités (V_1 pour le fait que le ménage demande le riz importé et V_0 pour le fait que le ménage demande le riz local). Ainsi, nous noterons Y ($Y = Dr$) la variable dépendante qui peut prendre que deux éventualités :

$Dr = 1$ Le ménage demande le riz importé

$Dr = 0$ Le ménage demande le riz local

La demande du ménage est une fonction de certaines variables explicatives X_i , avec $i = 1$ à 7.

Dans le cadre de cette étude $P(Y = 1)$ [respectivement $P(Y = 0)$] est la probabilité à priori pour que $P(Y = 1)$ [respectivement $P(Y = 0)$].

Posons $P(Y = 1) = F(X\beta)$ et $P(Y = 0) = 1 - F(X\beta)$ où F est une fonction de répartition de R sur l'intervalle] 0, 1[croissante en son argument et β est un vecteur des paramètres (à estimer) associé au vecteur X et de dimension $(L, 1)$ si le vecteur X est de dimension $(1, L)$.

Le modèle LOGIT est le modèle défini par :

$$P(Y = 1) = F(X\beta) = \frac{e^{(X\beta)}}{1 + e^{(X\beta)}} \quad (1) \quad \text{ou} \quad P(Y = 0) = 1 - F(X\beta) = \frac{1}{1 + e^{(X\beta)}} \quad (2)$$

$F(X\beta)$ est la fonction de répartition associée aux distributions de probabilité (Doucouré, 2005). La réciproque est :

$$F^{-1} = \text{Log} \left[\frac{P}{1-P} \right] = X\beta \quad (3)$$

Le rapport $\frac{P}{1-P}$ est appelé odd ratio de la probabilité pour qu'un ménage demande du riz importé au Bénin.

En remplaçant la variable X de l'équation (3) par les variables correspondantes de l'équation (1), nous obtenons la forme non matricielle suivante :

$$\text{Log} \left[\frac{P}{1-P} \right] i = \beta_0 + \beta_1 bl_i + \beta_2 fg_i + \beta_3 gt_i + \beta_4 px_i + \beta_5 re_i + \beta_6 sx_i + \beta_7 tl_i$$

Section 2 : Données et démarche d'analyses

En vue d'atteindre les objectifs de notre travail, nous avons adopté une démarche d'analyse à la fois statistique et économétrique. La démarche statistique consiste à faire une analyse descriptive des variables des deux hypothèses. Cette démarche utilise les outils tels que les tableaux et graphiques. Seule l'analyse économétrique nous permettra d'infirmer ou de confirmer nos hypothèses émises. Les données sont recueillies à l'aide d'une enquête de terrain puis saisies à l'aide du logiciel EXCEL et traitées à l'aide du logiciel EVIEWS.7.1

Paragraphe1 : Collecte des données et démarche d'analyse

La méthode de collecte de donnée sera présentée ici avec les outils d'analyse.

A-L'échantillonnage

La nécessité de cerner de près les facteurs déterminants le choix des consommateurs nous a conduit à aller jusqu'au niveau des ménages. Vu notre incapacité à lister tous les ménages de la zone d'étude, un échantillonnage raisonné selon le sexe, les activités professionnelles et le niveau de vie a été fait. Ainsi un inventaire des catégories socioprofessionnelles a été fait. Ceci qui nous a permis d'avoir un échantillon composé de producteur, de transformateur, de commerçant, de fonctionnaire, d'artisans et d'autres catégories socioprofessionnelles.

Vu l'aspect hétérogène que présente la commune de Cotonou, l'échantillonnage dans cette localité a été fait tenant compte de cette hétérogénéité. Ainsi l'étude a été menée dans trois (3) types de quartiers dont un (1) en zone périphérique (Vossa) et les deux (2) autres au centre (Sainte-Rita et Cadjèhoun). En se référant à la littérature (Anihouvi, 2002), le quartier périphérique (Vossa) représente le quartier des pauvres. Le quartier de Sainte-Rita est assimilé au quartier des moyens et le quartier Cadjèhoun au quartier des riches considérant leurs situations socio-économiques.

Pour les exigences de l'analyse statistiques et la signification des modèles économiques. Il a été nécessaire de choisir au moins 100 étiquètes dans la zone d'étude. C'est ainsi, nous avons fait un échantillon de 150 ménages.

B- Dépouillement et traitement des données

C'est la dernière étape de la mobilisation des données. Sur la base des informations recueillies sur le terrain et consignées, on pourra identifier les facteurs qui déterminent le choix du type de riz consommé par les ménages. Certaines opérations de dépouillement sont réalisées à la main ; d'autres ayant d'importantes quantités de données quantitatives sont traitées à la machine.

C- Méthode d'estimation du modèle

L'estimation du modèle est faite par la méthode du maximum de vraisemblance. Cette méthode présente trois caractéristiques selon Doucouré (2005) :

- Ses propriétés asymptotiques sont très intéressantes, notamment pour le modèle LOGIT ;
- L'estimateur du maximum de vraisemblance s'il existe est unique ;
- Elle est l'une des méthodes les plus utilisées.

D- Mode d'interprétation des coefficients estimés

Dans l'estimation des modèles LOGIT, la valeur numérique des paramètres estimés (β_i) n'a pas vraiment d'intérêt en soi, mais c'est plutôt leur signe qui indique si la variable associée influence la probabilité à la hausse ou à la baisse. Ainsi, dans le cas du LOGIT utilisé dans cette étude, c'est le signe du coefficient estimé (β_i) qui va nous permettre d'interpréter l'influence de chaque variable explicative sur la variable expliquée et non sa valeur numérique.

Paragraphe 2 : Tests de validation

Les tests et leurs règles sont expliqués suivants la description de Doucouré (2005).

A- Test de significativité globale du modèle

Comme dans le cas des modèles de régression linéaire avec variable dépendante continue, on effectue le test de Fisher pour voir la significativité globale du modèle, dans le

cas des modèles à variables qualitatives estimés par la méthode de maximum de vraisemblance, il existe un test analogue (LR- Statistique) fondé sur le rapport des vraisemblances. On teste donc les tests suivantes :

- ┌ Hypothèse nulle : mauvais modèle
- └ Hypothèse alternative : bon modèle

➤ **Règle de décision**

La statistique de LR suit une loi de Khi-Deux à k degrés de liberté avec k le nombre de variables explicatives. On rejette H_0 si la probabilité critique est inférieure à α .

1- Test de Hosmer-Lemeshow

Ce test permet d'apprécier la qualité de l'ajustement effectué. Ainsi, on teste les hypothèses suivantes :

- ┌ Hypothèse nulle : ajustement bon
- └ Hypothèse alternative ajustement mauvais

➤ **Règle de décision**

On accepte H_0 si la valeur de la probabilité correspondante est supérieure à 5%. On rejette H_0 dans le cas contraire. La valeur de la probabilité est obtenue avec le logiciel EVIEWS 7.1.

2- Evaluation du pouvoir de prédiction du modèle

Ici, on calcule le pourcentage de prédictions correctes, c'est-à-dire le pourcentage de cas où la valeur observée est égale à la valeur prédite. On calcule de même le pourcentage des cas contraires (prédictions fausses).

➤ **Règles de décision**

Plus le pourcentage des prédictions fausses est faible (proches de 0), plus le pouvoir de prédiction est élevé.

3- Test de significativité des coefficients des variables explicatives

On teste les variables suivantes :

$$\left\{ \begin{array}{l} H_0 : \beta_i = 0 \\ H_1 : \beta_i \neq 0 \end{array} \right.$$

➤ **Règle de décision**

On rejette H_0 si la probabilité critique est inférieure à 5%. On accepte H_0 si cette probabilité est supérieure à 5%.

B- Condition de vérification des hypothèses

Pour tester nos deux hypothèses, nous avons eu recours aux coefficients des variables suivantes : Le revenu du ménage (re) et le riz de couleur blanche (bl).

Considérons le modèle LOGIT présenté ci-dessous :

$$D_r = \beta_0 + \beta_1 bl_i + \beta_2 fg_i + \beta_3 gt_i + \beta_4 px_i + \beta_5 re_i + \beta_6 sx_i + \beta_7 tl + \varepsilon$$

La première hypothèse est dite vraie si le coefficient associé à cette variable est supérieur à zéro, c'est-à-dire si et seulement si β_5 est supérieur à zéro.

La deuxième hypothèse est dite vraie si le coefficient associé à cette variable est supérieur à zéro, c'est-à-dire si et seulement si β_1 est supérieur à zéro.

CHAPITRE III : ANALYSE DES RESULTATS

Ce chapitre aborde, dans un premier temps les résultats relatifs à la demande du riz au Littoral et dans un second temps l'analyse économétrique relative aux facteurs déterminants la demande du riz au Littoral.

Section 1 : Présentation descriptive des résultats de l'enquête

Dans cette section, nous présenterons les résultats issus de l'enquête. Le 1^{er} paragraphe nous donne la répartition suivant les variables de l'enquête et le 2^{ème}, la statistique des variables des hypothèses après l'enquête.

Paragraphe1 : Répartition suivant les variables de l'enquête

A- Répartition des ménages suivant le type de riz consommé par le ménage.

Sur les 150 questionnaires, nous en avons reçu la totalité (150) remplie par nous-mêmes à l'aide des informations qui nous été fournies par les ménages. Au terme de nos dépouillements, nous avons constaté que sur les 150 ménages enquêtés, 95 ménages consomment plus le riz importé contre 55 qui consomment souvent le riz local soit une fréquence respective de 63% et de 37%. Ces résultats sont présentés dans le tableau 1

Tableau 1 : Répartition des ménages selon la demande du riz

Variabes	Effectifs	Pourcentages
Ayant demandé le riz importé	95	63%
Ayant demandé le riz local	55	37%
Total	150	100%

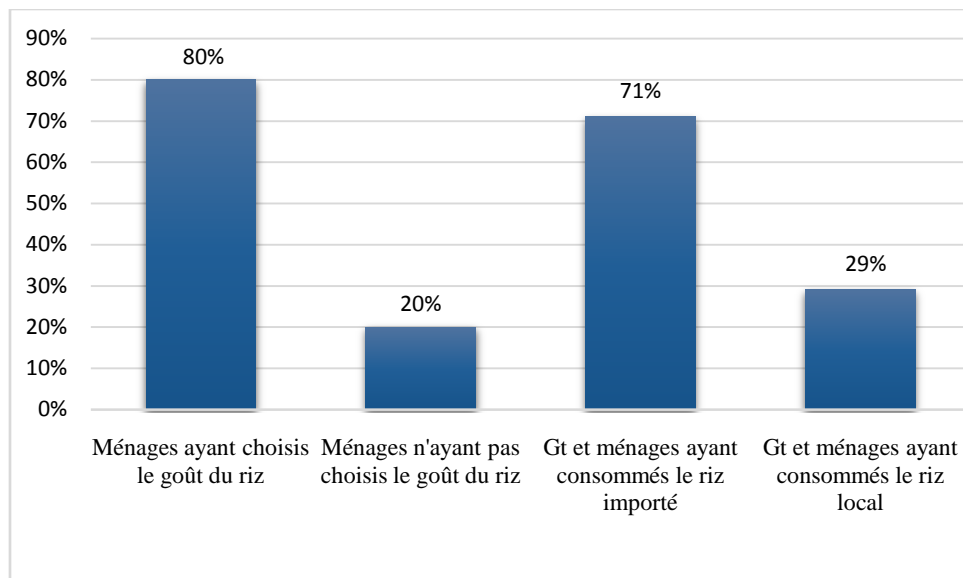
Source : Auteurs, à partir des données de nos enquêtes ; 2015

B- Répartition des préférences des ménages suivant le goût du riz.

D'après l'analyse de notre enquête, nous avons observé que sur 150 ménages interrogés, 121 portent leurs choix sur le goût du riz, quel que soit le type de riz consommé contre 29 qui n'ont pas porté leurs choix sur le goût du riz consommé. Nous avons également constaté que sur les 121 ménages qui préfèrent le goût du riz, 86 consomment le riz importé, contre 35 qui consomment le riz local soit respectivement un pourcentage de 71% et de 29%.

Le graphique 1 nous donne une illustration.

Graphique 1 : Répartition des préférences des ménages suivant le goût du riz et la demande du riz.



Source : Auteurs, à partir des données de nos enquêtes, 2015

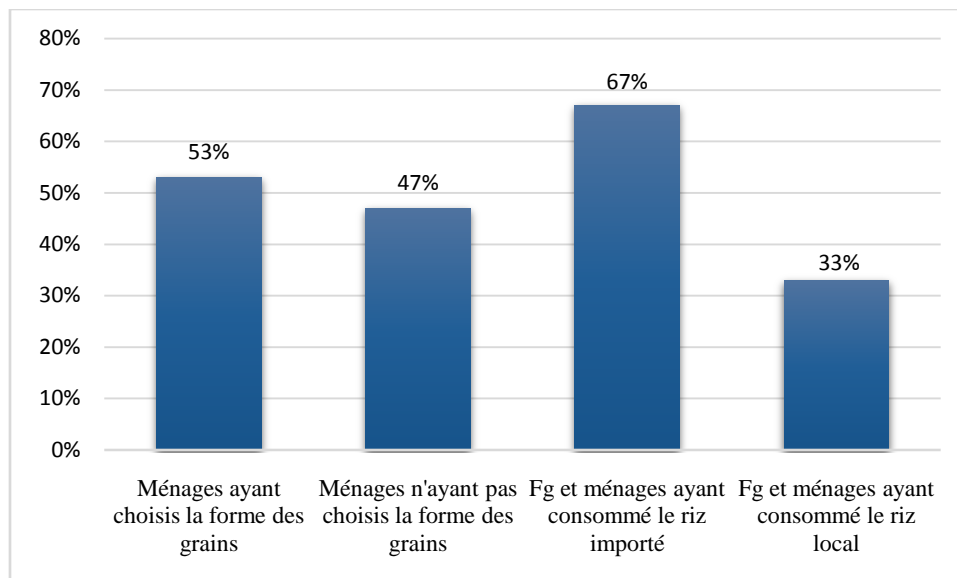
De ces résultats, nous pouvons dire que le goût du riz pourrait avoir un effet positif sur le choix du riz par les ménages. Notre analyse a révélé que des 80% de ceux qui ont choisi le goût du riz, 71% consomment le riz importé contre 29% qui consomment le riz local. Donc, on pourrait constater que le goût du riz importé est préféré à celui du riz local.

C- Répartition des préférences des ménages suivant la forme des grains du riz.

D'après l'analyse de notre enquête, nous avons observé que sur 150 ménages interrogés, 80 portent leurs choix sur la forme des grains du riz, quel que soit le type de riz consommé contre 70 qui n'ont pas porté leurs choix sur la forme des grains du riz consommé. Nous avons également constaté que sur les 80 ménages qui préfèrent la forme des grains du riz, 54 consomment le riz importé, contre 26 qui consomment le riz local soit respectivement un pourcentage de 67% et de 33%.

Le graphique 2 nous donne une illustration.

Graphique 2 : Répartition des préférences des ménages suivant la forme des grains du riz et la demande du riz.



Source : Auteurs, à partir des données de nos enquêtes, 2015

De l'analyse de ce graphique, nous pouvons dire que la forme des grains du riz a un effet positif sur la demande du riz par les ménages. On pourrait ainsi dire la forme des grains du riz importé est plus apprécié que celle du riz local.

Paragraphe 2 : Statistique des variables des hypothèses après enquête.

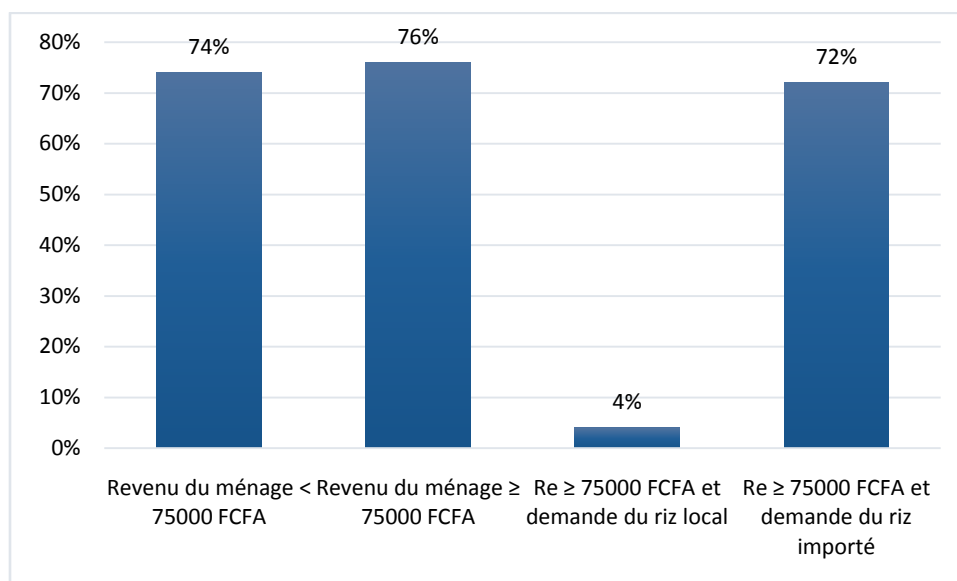
Cette partie est consacrée au calcul des variables des hypothèses ci-dessus formulées.

A- Première hypothèse

D'après les résultats de notre enquête, nous avons constaté que sur les 150 ménages enquêtés, 76 ont un revenu supérieur ou égal à 75.000 FCFA, contre 74 qui ont un revenu inférieur à 75.000 FCFA, soit des pourcentages respectifs de 51% et de 49%. Nous avons également constaté que sur les 76 ayant un revenu supérieur ou égal à 75.000 FCFA, 72 ont consommé le riz importé contre 04 qui ont consommé le riz local soit respectivement des pourcentages de 95% et de 5%.

Le graphique 3 nous donne une illustration

Graphique 3 : Répartition des ménages suivant le revenu et la demande du riz.



Source : Auteurs, à partir des données de nos enquêtes ; 2015

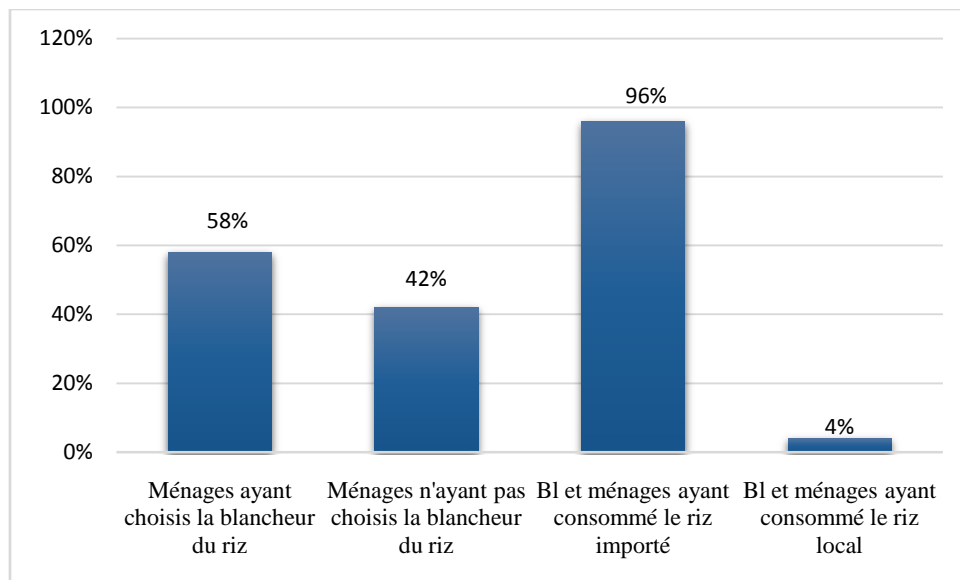
De l'analyse de ce graphique, nous pouvons dire que le revenu a un effet positif sur la préférence du riz. Plus le revenu du ménage est élevé plus il consomme du riz importé plus chère. Ceci pourrait s'expliquer par le fait qu'il a les moyens nécessaires pour subvenir à ses besoins.

2- Deuxième hypothèse

Suite à nos analyses, nous avons remarqué que sur les 150 ménages enquêtés, 87 préfèrent le riz de couleur blanche que les riz d'autres couleurs contre 63 qui ne préfèrent le riz de couleur blanche soit respectivement un pourcentage de 58% et 42%. Tenant compte de la demande du riz, sur les 87 ayant préféré le riz de couleur blanche, 84 ont demandé le riz importé, contre 03 qui ont demandé du riz local soit respectivement un pourcentage de 96% et de 4%.

Le graphique 4 nous donne une illustration.

Graphique 4 : Répartition des préférences des ménages suivant la couleur blanche du riz et la demande du riz.



Source : Auteurs, à partir des données de nos enquêtes ; 2015

Au vu de ces résultats, nous pouvons dire que le riz de couleur blanche est préféré aux de toutes autres couleurs. Nous avons aussi remarqué que le riz importé est préféré au riz local de par sa couleur blanche.

Section 2 : Analyse économétrique des déterminants de la demande du riz

Dans la précédente section, nous avons fait l'analyse descriptive des résultats de notre enquête. Cette partie est consacrée à l'estimation économétrique qui nous permettra de valider ou non nos hypothèses.

Paragraphe 1 : Présentation et analyse économétrique des résultats

Le modèle estimé est l'équation :

$$\text{Logit (Dr)} = \beta_0 + \beta_1 \text{bl}_i + \beta_2 \text{fg}_i + \beta_3 \text{gt}_i + \beta_4 \text{px}_i + \beta_5 \text{re}_i + \beta_6 \text{sx}_i + \beta_7 \text{tl} + \varepsilon$$

Où β_0 est la constante de l'équation, les β_i sont les coefficients des variables explicatives de l'équation et ε le terme d'erreur.

Déterminants de la demande du riz au Bénin : cas du Littoral

Les résultats obtenus après estimation du modèle LOGIT à l'aide du logiciel EVIEWS 7.1 sont présentés dans le tableau 2 :

Tableau 2: Résultat de l'estimation.

Variable dépendante : Dr				
Méthode d'estimation : maximum de vraisemblance (modèle LOGIT)				
Taille de l'échantillon : 150				
Variables	coefficients	Std. Error	z-Statistic	Prob
BL	7.113005	2.090520	3.402506	0.0007 ***
FG	-4.470092	2.304482	-1.939738	0.0524*
GT	4.575938	2.481920	1.843709	0.0652*
PX	0.031420	0.013318	2.359205	0.0183**
RE	0.000112	4.94E-05	2.267755	0.0233**
SX	-1.155909	1.199364	-0.963769	0.3352
TL	-0.470787	0.370628	-1.270241	0.2040
C	-22.01618	7.613805	-2.891613	0.0038
Pseudo R ²				0.859415
Statistique LR (ddl 7)		169.4313	Probabilité LR	0.00000
Statistique de H-L (ddl 8)		1.9734	Probabilité H-L	0.2648
% de prédictions correctes		58.44%	% de prédiction incorrectes	41.56%

Source : Auteurs, à partir des données de nos enquêtes ; 2015

NB : (***)= significatif à 1% ; (**)=significatif à 5% ; (*)= significatif à 10%

Ainsi, les résultats des différents tests effectués se présentent comme suit :

A- Significativité global du modèle

Après estimation, la probabilité de la statistique LR est de 0,00000 ce qui est très inférieur à 0,05 ; donc on rejette l'hypothèse nulle et on accepte l'hypothèse alternative, c'est-à-dire que le modèle est globalement spécifié.

1- Test de Hosmer-Lemeshow

La probabilité obtenue pour la statistique HL au seuil de 5% est de 0,2648 supérieure à 0,05. On accepte donc l'hypothèse nulle et on rejette l'hypothèse alternative, c'est-à-dire que l'ajustement du modèle est bon.

2- Evaluation du pouvoir de prédiction du modèle

Le pourcentage de prédiction correcte est de 58,44% (tableau 2) ; alors que celui de prédiction fautive est de 41,56%. Nous acceptons alors l'hypothèse que le modèle a un pouvoir de prédiction élevé.

B- Validation des coefficients du modèle

1- Evaluation du pouvoir explicatif du modèle

De l'analyse du tableau 2 issu de la régression, il ressort que le pseudo R^2 (R^2 de McFadden) est égal à 0,8594, soit 85,94%. Ce qui signifie que la variation des variables explicatives explique à 85,94% la variation de la variable expliquée.

2- Significativité statistique des coefficients du modèle et analyse des résultats.

De l'analyse du tableau 3, il ressort que sur les 7 variables du modèle, 5 sont significatives à savoir : Bl au seuil de 1% ; Px et Re au seuil de 5% et Fg et Gt au seuil de 10%.

Le résultat du test de Hosmer-Lemeshow montre que l'ajustement effectué par le modèle est bon. Ce qui veut dire que la différence entre les variables observées et celles prédites n'est pas significative. De même le calcul des pourcentages de prédictions fautes montre qu'elles sont faibles. De plus le R^2 de McFadden du modèle est relativement élevé. Le modèle peut donc être accepté dans son ensemble, et ses résultats validés.

Nous notons aussi que d'après les résultats du test de significativité globale, le modèle est globalement significatif. C'est-à-dire que les variables explicatives du modèle expliquent

en général, le phénomène représenté par la variable expliquée. Autrement dit, la blancheur du riz, la forme des grains du riz, le goût du riz après la cuisson, le prix du Kg du riz, le revenu du ménage, le sexe du chef de ménage et la taille du ménage, influencent en général la demande du riz. Remarquons prise individuellement, certaines variables n'ont pas d'influence sur cette demande. Mais il est nécessaire de préciser avant toute interprétation que dans un modèle binaire, les valeurs des paramètres indiquant si la variable associée influence la probabilité à la hausse ou à la baisse.

Néanmoins, nous pouvons constater que les variables Bl (significative à 1%), Px et Re (significatives à 5%) ; et ce n'est qu'à 10% que Fg et Gt sont significatives.

Le signe positif de la blancheur du riz (Bl) issu de notre analyse économétrique correspond parfaitement à notre prédiction. En effet, un riz de couleur blanche est plus préféré que les riz d'autres couleurs. Donc la blancheur du riz influence positivement et significativement la demande du riz par les ménages enquêtés. En d'autre terme, la probabilité pour qu'un ménage demande du riz est une fonction croissante de la blancheur du riz. Toute chose étant égale par ailleurs, on peut alors dire que le riz importé de couleur blanche est préféré au riz local.

L'analyse du coefficient estimé de la variable explicative, le goût du riz après cuisson (Gt) est significative et est corrélée à la variable expliquée. Ce signe positif montre que le riz de goût du riz importé est apprécié par les consommateurs de bon le goût du riz local.

Autrement dit, la probabilité pour qu'un ménage consomme du riz, est fonction croissante selon que le goût du riz est apprécié de bon.

Quant à la variable revenu du ménage (Re), elle est aussi corrélée significativement à la variable expliquée. La probabilité pour qu'un ménage consomme du riz augmente selon qu'il a un revenu élevé. En d'autre termes, plus le ménage a un revenu élevé, plus il va demander un riz plus chère en cas de besoins.

La variable prix (Px) du Kg du riz consommé par le ménage est corrélée significativement et positivement à la variable dépendante. Ceci nous permet de dire que plus la demande du riz est forte, plus le prix du riz est moins élevé.

La variable forme des grains (Fg) quant à elle influence négativement à la variable dépendante au seuil de 10%. Ce qui ne correspond pas à notre attente. Ceci signifie que la demande du riz par les ménages enquêtés ne dépend pas de la forme des grains du riz.

La taille du ménage (Tl) n'est pas significative, mais elle est négativement corrélée à la variable dépendante. Ceci correspond parfaitement à notre prédiction. Ainsi, la demande en riz d'un ménage diminue selon qu'il a une taille élevée.

L'analyse a montré en outre que la variable explicative sexe du chef de ménage (Sx) n'influence pas la variable dépendante et est négativement corrélée à elle.

De tout ce qui précède, nous pouvons retenir que la blancheur du riz, le goût du riz après cuisson, le prix du Kg du riz, le revenu du ménage influencent positivement la variable dépendante ; tandis que les variables forme des grains, le sexe du chef de ménage et la taille du ménage influencent négativement la demande du riz par le ménage.

Paragraphe 2 : Vérification des hypothèses et suggestions

A- Vérification de la première hypothèse

L'analyse économétrique a montré que la variable le revenu du ménage (Re) est corrélée positivement à la variable expliquée. Ce signe nous permet alors de valider notre première hypothèse qui stipule que : le revenu du ménage influence positivement la préférence pour le riz importé.

B- Vérification de la deuxième hypothèse

L'analyse économétrique a montré que la variable, blancheur du riz (Bl) est corrélée positivement à la variable expliquée. Nous pouvons du coup valider notre deuxième hypothèse qui stipule que : Le riz de couleur blanche influence positivement la demande par les consommateurs.

C- Suggestions

Il existe enfin une pléthore d'éléments institutionnels, politique et organisationnels qui exigeront de profonds changements si l'on veut amener la majorité des consommateurs à manger le riz local.

Promouvoir différentes formes de mise en marché selon les capacités des producteurs : les différentes expériences de commercialisation montrent qu'aujourd'hui, ce sont seulement des producteurs individuels qui valorisent les efforts de qualité en se positionnant sur des marchés de proximité avec une relation de confiance producteur-consommateur. Il est indispensable d'envisager les stratégies de vente groupées pour mieux

rentabiliser la production. Comme observé dans les faits, les producteurs béninois sont tout à fait aptes à produire du riz de qualité et de le vendre avec une bonne valorisation : certains producteurs produisent et vendent à bon prix du riz local malgré les importations du riz. Preuve même de sa qualité tout à fait comparable au riz importé, le riz local est parfois vendu dans les sacs de riz importé (le riz local n'est pas identifiable sur les marchés puisqu'il est conditionné sans étiquetage).

Si la qualité du riz peut être améliorée, et que l'acheteur n'a plus besoin de tirer le riz avant la vente au consommateur, les producteurs auraient intérêt à proposer leurs propres conditionnement, sur le quel serait mentionner l'origine du produit. Pour garantir les propriétés de ce riz, un cahier des charges précisant ses conditions de production et de transformation pourrait être établi et sur cette base, des expériences de labellisation pourraient être menées avec un noyau de producteurs.

Etant donné que la qualité est difficilement maîtrisée collectivement sur des volumes plus importants au niveau de groupement notamment, il est indispensable d'encourager l'installation des entrepreneurs privés spécialisé dans les activités de stockage et de transformation du riz. Mais pour rentabiliser ces investissements, les riziculteurs doivent créer un climat favorable à l'investissement en proposant des volumes de production significatifs.

Si effectivement le riz importé concurrence la production locale, les difficultés de commercialisation du riz béninois sont avant tout liées à un problème de qualité et de présentation du produit. Pour les consommateurs, le riz local doit être bien nettoyé avant toute consommation. Une meilleure maîtrise de la qualité globale du produit et un tri du riz blanc par catégorie est nécessaire si les riziculteurs veulent valoriser leurs productions. Pour cela, les producteurs devront définir et respecter les règles de bonnes pratiques depuis le semi jusqu'à la mise en marché : éviter le mélange de variété au sein d'une parcelle afin d'améliorer les conditions de décorticage, respecter les conditions d'application des intrants, récolter le riz à maturité, sécher le riz sous des bâches ou des aires de séchages, utiliser des emballages appropriées pour le stockage, suivre les conditions d'utilisation des décortiqueuse et rechercher de nouveaux matériels, etc.

Mettre sur pieds des stratégies de sensibilisation des consommateurs en s'appuyant sur la masse médiat afin de mieux faire connaître les atouts du riz local et surtout ses qualités nutritionnelles.

Les expériences réalisées montrent qu'il est souhaitable pour les producteurs de ne pas compter sur un seul acheteur pour éviter de faire face à des méventes si les engagements ne peuvent être tenus par l'une ou l'autre des parties. Pour sécuriser les conditions de commercialisations, des contrats écrits doivent être établis avec des acheteurs. Pour cela, il devient alors indispensable que le gouvernement mette sur pieds des institutions publiques chargées de la collecte, du traitement et de la commercialisation du riz comme c'est aujourd'hui le cas avec la filière coton au Bénin.

Par ailleurs, les producteurs rencontrent des difficultés à propos du riz durant toute l'année, ce qui détourne les acheteurs vers le riz importé pour lequel ils disposent d'un approvisionnement régulier. L'amélioration des conditions de commercialisation dépendra donc également de la capacité des riziculteurs à augmenter la production de riz et à programmer son écoulement tout au long de la campagne, et / ou à négocier au niveau de la politique sectorielle sur le riz une limitation des importations au moment de forte vente de riz local. En d'autres termes, il s'agit pour les autorités étatiques de régulariser les importations de riz par, rapport à la marge déficitaire du riz local.

Aux généticiens, il revient de proposer des variétés de riz pouvant prendre en compte non seulement les préférences des consommateurs, mais aussi les contraintes des productions.

Enfin, faudra-il fournir une assistance technique et financière aux agriculteurs pour les aider à adopter des pratiques plus efficaces. Ceci permettra d'augmenter le rendement du riz et d'améliorer les méthodes de traitement et de commercialisation de leur produit.

Conclusion

De nos jours, un constat s'impose au niveau de la filière rizicole au Bénin : malgré la mise en place d'initiatives pour l'amélioration de la production et de la commercialisation depuis plusieurs années par les institutions d'encadrement, peu d'avancés ont été obtenues pour la mise en marché du riz local. Ceci est le résultat de la non prise en compte d'une catégorie non négligeable d'acteurs que constituent les consommateurs. Ces derniers, transformateurs finaux du produit, n'ont aucune difficulté à opérer leur choix qui se fonde sur un certain nombre de critères d'appréciation et de préférence. Ainsi, pour réussir une mise en marché et rendre plus compétitif le riz local, il est indispensable que ce dernier réponde aux aspirations de ceux-ci. De l'analyse des résultats, il ressort des conclusions suivantes

Le riz local est vendu moins cher que le riz importé sur le marché. En effet, au cours de l'année 2015, le kilogramme de riz local est vendu à un prix moyen de 375 FCFA alors que celui du riz importé est de 735 FCFA au Littoral. Face à ce résultat, nous pouvons conclure que le prix élevé du riz importé comparativement au riz local n'empêche pas les consommateurs à le préférer au riz local. Il existe alors d'autres raisons qui justifieraient ce pendant la préférence des consommateurs pour le riz importé.

Lorsqu'on considère les critères de choix du riz consommé (toutes catégories confondues), le goût constitue le premier critère de sélection des ménages qui composent l'échantillon. 80% des personnes enquêtées préfèrent consommer le riz à cause de son goût qui selon eux est le premier déterminant de la demande de tout bien. Après, nous avons la blancheur et la forme des grains (respectivement 58 et 53%) sont d'autres critères de choix les plus considérés par les consommateurs.

De l'estimation du modèle il ressort qu'il existe une différence significative entre les facteurs qui déterminent la demande des deux types de riz. Ainsi, le comportement des consommateurs et leurs attitudes sont différents selon qu'ils soient face au riz local ou au riz importé. Comparativement, le comportement des consommateurs du riz local et du riz importé montre de façon globale que les attributs favorables à la demande du riz importé sont généralement défavorables à la demande du riz local.

En définitive, les résultats obtenus au terme de cette étude montrent que le riz local présente plusieurs insuffisances comparativement au riz importé, ce qui justifie l'attachement qu'ont les consommateurs pour le riz importé.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABEL G-J. (2009), *Etude sur le développement des filières riz et maraîchage au Bénin*, CTB ; 77 p.
- ANIHOVI P. P. (2002), *Evolution de l'état nutritionnel des enfants âgés de 18 à 30 mois et étude des principaux facteurs de la malnutrition en milieu urbain du sud-Bénin : cas du Cotonou*, Thèse d'ingénieur. FSA/ UAC pp 36-40.
- ADEGBOLA P. et S. AKOHA (2011), *Etude de la compétitivité de la riziculture béninoise. Rapport-final*, PRESAO ; 41 p.
- CCR-B (2014), *Rapport technique d'activités, Mai 2009 – Avril 2012*, Secrétariat Permanent ; 43 p.
- DOUCOURE J. (2005), *Etude économétrique sur les modèles à variables qualitatives*, 149p
- Food and Agriculture Organisation (2013) : *Rapport du FAO : liste des Pays à Faible Revenu et à Déficit Vivrier*, 2p
- MAEP (2011), *Stratégie Nationale pour le Développement de la Riziculture au Bénin (SNDR)*, Rapport final, 26 p.
- MAEP (2011), *Stratégie de Relance du Secteur Agricole (PSRSA)*, Cotonou, 107 p.
- Ministère de l'Economie et des Finances (2011) : *Rapport sur la situation économique et financière du Bénin*, MEF, Cotonou, 123p
- ONIBON P. et al. (2011), *Plan d'action de la filière riz dans l'Atacora et la Donga*, Rapport définitif ; 107 p.
- SOULE B. (2013), *Note de plaidoyer pour l'implication des organisations de producteurs dans la commercialisation primaire du paddy au Bénin*, Version provisoire, CCR-B ; 10 p.
- SOHINTO D. et AÏNA M. (2012), *Analyse de la rentabilité économique de la chaîne de valeur ajoutée riz*. Pro Agri ; 60 p.

ANNEXES

Annexe 1 : Questionnaire élaboré dans le cadre de la rédaction de notre mémoire sur le thème « Déterminants de la demande du riz au Bénin : cas du Littoral »

Information générale

Département	Commune	Quartier de ville	Codes
Littoral	Cotonou	1. Vossa	<input type="text"/>
		2. Cadjèhoun	
		3. Sainte-Rita	

I. Données personnelles du chef de ménage		
Questions	Questionnaires	Codes
Q1	Sexe : 1) masculin ; 2) féminin	<input type="text"/>
	Quel est votre âge ?	<input type="text"/>
	Religion : 1) Christianisme ; 2) Animisme ; 3) Islam ; 4) Aucune ; 5) Autre	<input type="text"/>
	Situation matrimoniale : 1) Marié (e) ; 2) Célibataire ; 3) Concubinage	<input type="text"/>
	Combien d'enfants avez-vous ?	<input type="text"/>
	Etes-vous alphabétisez ? 1) Oui 2) Non	<input type="text"/>

Déterminants de la demande du riz au Bénin : cas du Littoral

	<p>Quel est votre niveau d'instruction ?</p> <p>1) Primaire ; 2) secondaire ; 3) supérieur</p>	<input type="checkbox"/>												
	<p>Dans quelle tranche se situe votre revenu mensuel en FCFA ?</p> <p>1)]0 ; 45000] ; 2)]45000 ; 60000] 3)]60000; 85000] ; 4)]85000; 120000] 5)]120000; 200000] ; 6) 200000 et plus</p>	<input type="checkbox"/>												
II. Préférence et type de riz consommé dans le ménage enquêté														
	<p>Avez-vous consommé du riz au cours de l'année 2015 ?</p> <p>1) Oui 2) Non</p>	<input type="checkbox"/>												
	<p>Quel type de riz avez-vous consommé le plus ?</p> <p>1) Riz importé ; 2) Riz local ;</p>	<input type="checkbox"/>												
	<p>Quels sont les périodes de l'année où votre demande en riz est forte ?..... </p>													
Q2	Produits	Période de forte demande												
		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 25%;">Quantité</th> <th style="width: 25%;">Unité</th> <th style="width: 25%;">Prix (FCFA)</th> <th style="width: 25%;">Fréquence</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Riz importé</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Riz local</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Quantité	Unité	Prix (FCFA)	Fréquence	Riz importé				Riz local			
	Quantité	Unité	Prix (FCFA)	Fréquence										
	Riz importé													
	Riz local													
	<p>Quels sont les périodes de l'année où votre demande en riz est faible ?..... </p>													
	Produits	Période de faible demande												

Déterminants de la demande du riz au Bénin : cas du Littoral

Merci d'avoir participé à la réalisation de ce document.

Déterminants de la demande du riz au Bénin : cas du Littoral

Annexe 2 : Tableau ayant servi à l'estimation du modèle

Dr	Bl	Gt	Px	Fg	Tl	Re	Sx
0	1	1	350	1	3	45000	0
1	1	1	400	0	6	90000	0
0	0	1	350	0	8	45000	0
0	0	0	350	1	4	45000	0
1	1	1	400	0	4	90000	0
0	0	0	350	0	9	45000	1
0	0	0	350	0	6	45000	1
1	1	1	400	1	3	75000	0
1	1	1	500	1	5	65000	0
0	0	0	500	1	5	45000	1
1	1	1	400	1	3	90000	1
1	1	1	400	1	5	70000	1
0	0	0	350	0	3	55000	0
1	1	1	400	0	2	70000	0
0	0	1	350	0	3	55000	1
0	0	0	350	0	6	50000	0
1	1	1	400	0	4	80000	0
1	1	1	400	0	3	75000	0
1	0	1	500	0	1	75000	0
1	1	0	400	0	5	100000	1
0	0	1	400	0	5	55000	0
1	1	1	600	0	4	100000	0
1	1	1	1200	0	2	200000	0
0	0	0	350	0	2	45000	1
1	1	0	400	0	3	60000	1
1	1	1	400	1	1	60000	0
1	1	1	400	0	2	60000	0
1	1	1	400	0	4	50000	0
0	0	0	350	0	3	45000	1
1	1	1	400	0	3	80000	0
1	1	1	400	0	2	70000	1
1	1	1	400	0	1	70000	0
0	0	0	400	0	4	50000	0
1	1	1	400	0	3	65000	1
1	0	1	400	0	4	55000	1
0	0	1	350	0	3	45000	0
0	0	1	350	1	4	55000	0
1	1	1	400	1	4	95000	0
1	1	1	400	1	2	95000	0
1	1	1	400	1	6	75000	1

Déterminants de la demande du riz au Bénin : cas du Littoral

Dr	Bl	Gt	Px	Fg	Tl	Re	Sx
1	1	1	700	0	9	140000	1
1	1	1	400	1	3	75000	0
0	0	0	350	1	3	45000	0
0	0	0	350	1	3	55000	1
0	0	0	350	0	2	45000	0
1	1	1	400	0	3	65000	0
0	0	1	400	0	1	45000	1
1	1	1	400	1	5	65000	0
1	1	1	400	0	3	70000	0
1	1	1	400	1	3	80000	0
1	1	0	400	1	2	75000	0
1	1	1	400	0	3	75000	1
1	0	1	1200	0	3	250000	0
1	1	1	400	0	6	75000	0
0	0	1	350	0	6	75000	0
0	0	0	350	0	3	75000	1
1	1	0	1200	0	6	370000	1
1	1	1	1000	0	4	250000	0
1	1	0	700	0	4	150000	1
0	0	0	400	0	4	50000	1
1	1	1	700	0	3	200000	1
0	0	1	350	0	4	55000	1
1	1	1	600	0	4	150000	1
0	0	0	350	0	3	60000	1
1	1	1	600	0	3	200000	0
0	0	0	400	1	4	60000	1
1	1	0	600	1	4	120000	1
1	0	0	600	0	4	90000	1
0	0	0	400	0	4	50000	1
1	1	1	1200	1	5	655000	1
1	1	1	700	0	4	170000	1
0	0	1	400	0	4	50000	1
0	0	0	400	0	4	50000	0
0	0	1	400	0	5	55000	1
1	1	1	500	0	5	100000	1
1	1	1	500	0	6	130000	1
0	0	1	350	0	6	70000	1
0	0	1	350	1	5	65000	1
1	1	1	400	1	5	90000	0
1	0	1	400	0	1	90000	0
1	1	1	400	1	2	90000	0
1	1	1	400	1	9	90000	0

Déterminants de la demande du riz au Bénin : cas du Littoral

Dr	Bl	Gt	Px	Fg	Tl	Re	Sx
1	1	1	400	1	4	65000	0
1	1	1	600	1	5	90000	0
1	1	1	600	1	7	80000	0
0	0	1	350	1	4	45000	0
1	1	1	400	0	4	100000	0
1	1	1	500	1	1	75000	0
0	0	1	350	0	2	45000	0
1	1	1	600	0	3	145000	0
1	1	1	600	1	4	145000	0
0	0	0	400	1	5	145000	0
0	0	0	400	1	1	45000	0
1	1	1	1200	1	3	400000	0
1	1	1	1200	1	5	320000	0
1	1	1	1200	1	9	455000	0
1	1	1	1000	1	7	200000	0
1	0	1	1200	1	4	300000	1
1	1	1	1200	0	8	670000	0
1	1	1	1200	1	3	400000	0
1	1	1	1200	1	4	400000	0
1	1	1	1200	1	8	400000	0
1	1	1	600	0	7	60000	0
0	0	1	400	1	8	45000	0
1	1	1	400	1	5	90000	1
1	1	1	400	0	5	90000	0
0	0	0	350	1	4	45000	0
1	1	1	400	0	2	120000	0
1	1	1	400	1	5	120000	0
1	1	1	400	1	2	60000	0
1	0	1	400	1	1	65000	1
1	1	1	400	1	1	65000	0
0	0	1	400	1	9	45000	0
1	0	1	400	0	8	75000	0
0	0	0	400	1	2	45000	0
1	1	1	400	1	2	80000	0
0	0	1	400	1	2	45000	0
1	1	1	400	1	3	90000	0
1	1	1	400	1	2	45000	0
1	1	1	400	1	8	75000	0
1	1	1	500	1	3	55000	0
0	0	1	400	1	1	60000	0
0	0	1	400	1	2	70000	0
1	1	1	500	1	7	90000	0

Déterminants de la demande du riz au Bénin : cas du Littoral

Dr	Bl	Gt	Px	Fg	Tl	Re	Sx
1	1	1	400	1	4	90000	0
1	1	1	600	1	6	90000	0
1	1	1	400	1	3	65000	0
0	0	1	400	0	7	55000	1
0	0	1	400	1	4	50000	1
1	1	1	500	1	2	50000	1
0	1	1	400	1	1	45000	1
0	0	1	350	1	6	55000	1
0	0	1	350	0	4	55000	1
0	0	1	350	0	9	60000	1
1	0	1	500	1	5	80000	0
1	1	1	700	1	4	130000	1
1	1	1	1200	1	4	350000	1
1	1	1	600	1	5	98000	0
0	0	1	600	1	7	70000	1
1	1	1	1200	1	8	545000	0
0	0	1	400	1	9	45000	1
0	0	1	350	1	2	55000	1
0	0	1	350	1	6	65000	1
1	1	1	400	1	4	75000	0
1	1	1	600	1	3	100000	0
0	0	1	350	0	2	65000	1
0	0	1	350	0	6	65000	1
1	0	1	400	1	2	200000	0
0	0	1	350	1	4	80000	0
1	1	1	400	1	2	120000	1

Annexe 3 : Test statistique

Dependent Variable: DR
 Method: ML - Binary Logit (Quadratic hill climbing)
 Date: 03/30/15 Time: 11:58
 Sample: 1 150
 Included observations: 150
 Convergence achieved after 9 iterations
 Covariance matrix computed using second derivatives

Variable	Coefficien			
	t	Std. Error	z-Statistic	Prob.
BL	7.113005	2.090520	3.402506	0.0007
FG	-4.470092	2.304482	-1.939738	0.0524
GT	4.575938	2.481920	1.843709	0.0652
PX	0.031420	0.013318	2.359205	0.0183
RE	0.000112	4.94E-05	2.267755	0.0233
SX	-1.155909	1.199364	-0.963769	0.3352
TL	-0.470787	0.370628	-1.270241	0.2040
C	-22.01618	7.613805	-2.891613	0.0038

McFadden R-squared	0.859415	Mean dependent var	0.633333
S.D. dependent var	0.483509	S.E. of regression	0.167953
Akaike info criterion	0.291440	Sum squared resid	4.005555
Schwarz criterion	0.452007	Log likelihood	13.85800
Hannan-Quinn criter.	0.356673	Deviance	27.71600
Restr. deviance	197.1473	Restr. log likelihood	98.57366
LR statistic	169.4313	Avg. log likelihood	0.092387
Prob(LR statistic)	0.000000		

Obs with Dep=0	55	Total obs	150
Obs with Dep=1	95		

Annexe 4 : Test statistique

Goodness-of-Fit Evaluation for Binary Specification

Andrews and Hosmer-Lemeshow Tests

Equation: UNTITLED

Date: 03/30/15 Time: 12:11

Grouping based upon predicted risk (randomize ties)

	Quantile of Risk		Dep=0		Dep=1		Total Obs	H-L Value
	Low	High	Actual	Expect	Actual	Expect		
1	4.E-06	0.0003	15	14.9988	0	0.00123	15	0.00123
2	0.0003	0.0032	15	14.9818	0	0.01819	15	0.01821
3	0.0052	0.0796	14	14.4779	1	0.52214	15	0.45312
4	0.0873	0.7652	11	9.63228	4	5.36772	15	0.54271
5	0.8597	0.9880	0	0.82871	15	14.1713	15	0.87717
6	0.9898	0.9984	0	0.07310	15	14.9269	15	0.07346
7	0.9985	0.9999	0	0.00683	15	14.9932	15	0.00684
8	0.9999	1.0000	0	0.00062	15	14.9994	15	0.00062
9	1.0000	1.0000	0	3.6E-06	15	15.0000	15	3.6E-06
10	1.0000	1.0000	0	0.00000	15	15.0000	15	0.00000
Total			55	55.000	95	95.0000	150	1.97336
H-L Statistic:			1.9734		Prob. Chi-Sq(8)		0.2648	
Andrews Statistic:			59.4531		Prob. Chi-Sq(10)		0.0000	

Annexe 5: Test statistique

Expectation-Prediction Evaluation for Binary Specification

Equation: UNTITLED

Date: 03/30/15 Time: 12:11

Success cutoff: C = 0.5

	Estimated Equation			Constant Probability		
	Dep=0	Dep=1	Total	Dep=0	Dep=1	Total
P(Dep=1)≤C	53	3	56	0	0	0
P(Dep=1)>C	2	92	94	55	95	150
Total	55	95	150	55	95	150
Correct	53	92	145	0	95	95
% Correct	96.36	96.84	96.67	0.00	100.00	63.33
% Incorrect	3.64	3.16	3.33	100.00	0.00	36.67
Total Gain*	96.36	-3.16	33.33			
Percent Gain**	96.36	NA	90.91			

	Estimated Equation			Constant Probability		
	Dep=0	Dep=1	Total	Dep=0	Dep=1	Total
E(# of Dep=0)	50.96	4.04	55.00	20.17	34.83	55.00
E(# of Dep=1)	4.04	90.96	95.00	34.83	60.17	95.00
Total	55.00	95.00	150.00	55.00	95.00	150.00
Correct	50.96	90.96	141.92	20.17	60.17	80.33
% Correct	92.65	95.74	94.61	36.67	63.33	53.56
% Incorrect	7.35	4.26	5.39	63.33	36.67	46.44
Total Gain*	55.98	32.41	41.05			
Percent Gain**	88.39	88.39	88.39			

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT.....	ii
DEDICACE 1.....	iii
DEDICACE 2.....	iv
REMERCIEMENTS.....	v
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES	vii
Résumé	viii
Abstract.....	viii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL ET THEORIQUE DE L'ETUDE.....	3
Section 1: Cadre institutionnel de l'étude.....	3
Paragraphe 1 : Présentation de la DGAE.....	3
A- Historique de la DGAE.	3
B- Missions de la DGAE	3
La DGAE est chargée, entre autre :.....	3
C- Organisation générale et fonctionnement de la DGAE	4
2- Les Services de la DGAE.	6
Paragraphe 2 : Le déroulement du stage.	7
A- Présentation des attributions de la DPC et travaux effectués	7
1- Attributions	7
a- Service de la Programmation Economique et Financière	7
b- Service du Suivi Budgétaire de l'Analyse Conjoncturelle.....	8
c- Services des Etudes et Statistiques.....	8
d- Secrétariat Administratif	9

e- Bureau des Affaires Administratives et Financières	9
2- Travaux effectués.....	9
B- Difficultés rencontrées et approches de solutions	10
1- Difficultés rencontrés	10
2- Approche de solution	10
Section 2 : Cadre théorique de l'étude.....	11
Paragraphe 1 : Problématique, objectifs et hypothèses de l'étude	11
A- Problématique.....	11
B- Objectifs et hypothèses.....	13
a- Objectifs	13
b- Hypothèses	13
De ces objectifs découlent les hypothèses suivantes qui servent de fils conducteurs à la recherche :	13
Paragraphe 2 : Revue de littérature	14
A- CLASSIFICATION DES CONCEPTS.....	14
1- L'AGRICULTURE	14
2-LA DEMANDE	14
3- LE RIZ LOCAL.....	14
4- RIZ IMPORTE.	14
B- LE RIZ AU BENIN.	14
1-LA PRODUCTION LOCALE DU RIZ.	14
2 -LES IMPORTATIONS COMMERCIALES DE RIZ AU BENIN.	15
C- PREFERENCES DES CONSOMMATEURS ET LEURS RAISONS.	16
D-LA COMMERCIALISATION ET IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT	17
1-LA COMMERCIALISATION DU RIZ LOCAL.	17
2-LA COMMERCIALISATION DU RIZ IMPORTE.....	17

3-IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT	18
CHAPITRE II : CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE	21
Section 1 : Démarche méthodologique	21
Paragraphe1 : Choix du modèle.....	21
A-Forme théorique du modèle	21
B-Forme structurelle du modèle	21
C-Choix et justification des variables du modèle	22
1- Variable expliquée.....	22
2-Variables explicatives	22
Paragraphe 2 : Spécification de la forme fonctionnelle du modèle	24
A-Choix et justification de la forme mathématique du modèle	24
B- Présentation du modèle.....	25
Paragraphe1 : Collecte des données et démarche d'analyse.....	26
A-L'échantillonnage	26
B- Dépouillement et traitement des données	27
C- Méthode d'estimation du modèle	27
D- Mode d'interprétation des coefficients estimés	27
Paragraphe 2 : Tests de validation	27
A- Test de significativité globale du modèle	27
1- Test de Hosmer-Lemeshow.....	28
2- Evaluation du pouvoir de prédiction du modèle	28
3- Test de significativité des coefficients des variables explicatives	29
B- Condition de vérification des hypothèses	29
CHAPITRE III : ANALYSE DES RESULTATS	30
Section 1 : Présentation descriptive des résultats de l'enquête	30
Paragraphe1 : Répartition suivant les variables de l'enquête.....	30

A- Répartition des ménages suivant le type de riz consommé par le ménage.....	30
B- Répartition des préférences des ménages suivant le goût du riz.	30
C- Répartition des préférences des ménages suivant la forme des grains du riz.	31
Paragraphe 2 : Statistique des variables des hypothèses après enquête.....	32
A- Première hypothèse.....	32
2- Deuxième hypothèse.....	33
Section 2 : Analyse économétrique des déterminants de la demande du riz ..	34
Paragraphe 1 : Présentation et analyse économétrique des résultats	34
A- Significativité global du modèle	36
1- Test de Hosmer-Lemeshow.....	36
2- Evaluation du pouvoir de prédiction du modèle	36
B- Validation des coefficients du modèle	36
1- Evaluation du pouvoir explicatif du modèle.....	36
2- Significativité statistique des coefficients du modèle et analyse des résultats.....	36
Paragraphe 2 : Vérification des hypothèses et suggestions	38
A- Vérification de la première hypothèse	38
B- Vérification de la deuxième hypothèse	38
C- Suggestions	38
Conclusion	41
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	42
TABLE DES MATIERES	54